

La politique européenne d'Emmanuel Macron

extraits de ses discours sur l'Europe²

Fiche pour l'atelier Europe d'En Marche en Beaujolais.

SOMMAIRE

I – Programme de campagne présidentielle	p. 1
II - E. Macron le 26 /09 /2017 à la Sorbonne	p. 2
III - Sommet social pour l'emploi et une croissance équitable	p. 6
IV - Vœux du Président de la République pour l'année 2018	p. 7
V - Discours au palais de Daminggong (Chine)	p. 7
VI - Déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et Paolo Gentiloni à Rome	p. 8
VII - Asile et immigration - discours auprès des forces mobilisées	p. 10
VIII - Discours du Président de la République au Parlement européen	p. 11
IX - Discours d' E. Macron lors de la remise du Prix Charlemagne à Aix-la-Chapelle	p. 13
X – Conférence de presse conjointe avec G. Conte (Italie) – 15 juin 2018	p. 18
XI - Conférence de presse conjointe avec P. Sanchez (Espagne) – 23 juin 2018	p. 19
XII - Déclaration du Président de la République à l'occasion de la conférence de presse au Conseil Européen (30/06/2018) - <i>Extraits sur les migrations</i>	p. 20
XIII - Discours du Président de la République devant le Parlement réuni à Versailles (9 juillet 2018)	p. 21
XIV - Conférence de presse à Salzbourg (20 septembre 2018)	p. 22
XV - Discours du président de la république au salon de l'agriculture (23/02/19)	p. 23

I – Programme de campagne présidentielle³

Que de lâcheté et d'hypocrisie, quand on entend parler d'Europe !

Certains l'accusent de tous les maux, oubliant qu'ils ont eux-mêmes négocié et signé les traités et tous les textes qui en découlent. D'autres prétendent rendre la France plus libre en sortant de l'Europe. Comme si nous avions plus de chances de peser seuls face à la Chine, à la Russie, aux États-Unis (mais aussi face à Google, Apple, Facebook et tous les géants du numérique) plutôt que rassemblés avec 500 millions d'Européens...

Tous affaiblissent l'image de la France auprès de nos partenaires en prétendant vouloir «renverser la table». Un grand pays s'honore de tenir sa parole.

Ce n'est pas la table qu'il faut renverser, c'est le cours de l'Europe.

Nous devons faire chez nous ce que tous nos partenaires ont fait chez eux : remettre notre

¹ Maître de conférences retraité en sciences politiques, il a surtout enseigné l'Introduction aux sciences sociales, les Sciences administratives, l'Analyse des politiques publiques et Les services publics en Europe. Courriel : brachetph@orange.fr Auteur (notamment) de :

- *Propositions pour sortir de la crise* (ch. sur le téléphone) signé «Michel Rocard et collaborateurs» [Éditions du Cerf] 1974.

- *L'étatisme à la française peut-on re-légitimer le "service public"?* - *France en Europe* préface de Roland Cayrol [Publisud] 1999.

- (avec Jean-Claude Boual) *Évaluation et démocratie participative acteurs ? méthodes ? buts ?* [L'Harmattan] 2004.

- (avec un collectif) *Les services publics : les défendre ? les démocratiser ? comprendre pour agir* [Publisud] 2005.

- (avec J-CI Boual & Malgorzata Hiszka) *Les services publics en Europe (aperçu dans 14 pays de l'UE)* [Publisud] 2007.

- *Keynes et nous réformer l'État pour réduire les inégalités* [Publisud] 2012.

² Extraits retranscrits depuis le site de l'Élysée. www.elysee.fr.

³ Emmanuel Macron président *Programme En Marche !* p. 11.

économie en mouvement et, dans l'intérêt de nos enfants, mieux gérer nos finances publiques. Mais l'Europe aussi doit changer : elle ne doit pas avoir pour mission de gérer une bureaucratie, mais de protéger notre présent et de préparer notre avenir. Elle doit donc nous protéger dès aujourd'hui et investir pour demain.

- **Nous construirons une Europe qui développe nos emplois et notre économie**

Pour pouvoir investir beaucoup plus qu'aujourd'hui, nous voulons un budget de la zone euro voté par un Parlement de la zone euro et exécuté par un ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro.

- **Nous lutterons contre les arrangements fiscaux entre États et entreprises multinationales.**

Ils faussent la concurrence en Europe, comme celui entre Apple et l'Irlande qui a été sanctionné. La France se montrera exemplaire en ce domaine.

- **Nous réserverons l'accès aux marchés publics européens aux entreprises** qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un *Buy European Act*.

- **Nous généraliserons Erasmus et l'étendrons aux apprentis.** 200 000 étudiants et apprentis français partiront chaque année dans un pays de l'Union européenne.

- **Nous construirons une Europe qui nous protège.**

Nous proposerons avec l'Allemagne une Europe de la défense associant les pays volontaires, en créant un Fonds européen de défense qui financera des équipements militaires communs (comme les drones européens) et un Quartier Général européen permanent.

- **Nous construirons une Europe qui protège nos industries stratégiques.**

Nous voulons un mécanisme de contrôle des investissements étrangers en Europe afin de préserver nos secteurs stratégiques.

- **Dans la discussion du Brexit, nous défendrons l'intégrité du marché unique européen.**

Toutes les entreprises qui y accèdent doivent être soumises aux mêmes disciplines.

- **Nous créerons un marché unique du numérique en Europe.** Un fonds de capital-risque permettra de financer le développement des start-ups européennes.

- **Nous créerons un marché unique de l'énergie en Europe.** Nous fixerons un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union.

- **Nous donnerons la parole au peuple.**

Nous proposerons des conventions citoyennes dans toute l'Europe dès la fin de l'année 2017 pour redonner un sens au projet européen. Ces conventions aboutiront à un projet qui sera ensuite adopté par tous les pays qui le souhaitent. Aucun État membre n'aura le pouvoir de bloquer cette nouvelle étape.

II - E. Macron le 26 septembre à la Sorbonne :

Pour une Europe souveraine, unie, démocratique

« Je suis venu vous parler d'Europe. "Encore !", diront certains. Ils devront s'habituer car je continuerai, parce que notre combat est bien là : c'est notre histoire, notre identité, notre horizon, ce qui nous protège **et ce qui nous donne un avenir**. "Déjà ! Est-ce nécessaire?" diront les autres. Parce que pour eux ce n'est jamais le bon moment pour parler d'Europe. C'est toujours trop tôt ou déjà trop tard ! Ils se sont habitués à la tactique : il est tellement plus simple de ne jamais expliquer où l'on veut aller ! [...] et de rester avec des arguments cachés, parce que simplement, on a perdu l'objectif. Il est tellement plus confortable de discuter à longueur de séance des instruments, sans savoir exactement où nous allons. [...] L'expérience montre que cela ne conduit à rien.

[...] La Sorbonne, ce fut d'abord une idée portée par quelques érudits et leurs disciples, qui construisaient l'avenir assis sur de la paille. [...] L'Europe aussi est une idée. Portée depuis des siècles par des pionniers, des optimistes, des visionnaires. Et que sans cesse il nous appartient de nous réapproprier. [...] L'Europe ne vivra que par l'idée que nous nous en faisons. À nous de [...] ne pas nous laisser arrêter par la forme que lui donnent les circonstances historiques, car cette forme passe mais l'idée demeure et son ambition doit être la nôtre.

Vivre collégalement, c'était l'idéal de Robert de Sorbon. Et de partout affluaient les intellectuels et

les érudits qui allaient forger la pensée européenne. [...] Cette pensée n'a cessé de grandir, de rayonner. [...] Nous sommes les héritiers de toute cette histoire. Les héritiers de deux déflagrations qui auraient dû jeter la nuit sur notre Europe, celles du siècle passé, les deux guerres mondiales. [...]

Ce fut la lucidité des pères fondateurs de transformer le combat séculaire pour l'hégémonie européenne en coopération fraternelle ou en rivalité pacifique. Derrière la Communauté du charbon et de l'Acier ou le Marché commun, c'est la promesse, de paix, de prospérité, de liberté que le projet européen forgeait. Quand la Grèce, l'Espagne, le Portugal entraient dans le Marché commun une génération plus tard, ces mots n'étaient pas techniques. Ils étaient pour chacun sortant de la dictature l'écho de la liberté. Quand ce qu'on appelait "l'Europe de l'est" a rejoint ce projet, une génération après, c'est ce même souffle d'espoir qui nous animait.

Sans doute alors ne voyions-nous pas assez que cette Europe rêvée grandissait à l'abri. À l'abri du reste du monde d'abord. [...] À l'abri des peuples aussi. Le projet européen naissant était la mission de quelques uns. [...]

L'enjeu vital est toujours là, mais les digues derrière lesquelles l'Europe pouvait s'épanouir ont disparu. La voici aujourd'hui plus fragile, exposée aux bourrasques de la mondialisation telle qu'elle va. Et même – ce qui sans doute est pire – à des idées qui se présentent comme des solutions préférables : nationalisme, identitarisme, protectionnisme, souverainisme de repli. Ces idées qui tant de fois ont allumé les brasiers où l'Europe aurait pu périr, les revoici avec des habits neufs, encore ces derniers jours. Elles se disent légitimes parce qu'elles exploitent avec cynisme la peur des peuples. [...]

Les passions tristes de l'Europe sont bien là, qui se rappellent à nous. Elles fascinent, elles savent faire oublier la cohorte de malheurs qui dans l'histoire les a toujours suivis. Elles rassurent et – j'ose le dire – elles peuvent demain l'emporter. Non parce que les peuples sont crédules, non parce que l'idée européenne est morte, mais parce que nous avons par inconscience, faiblesse ou aveuglement créé les conditions de leur victoire, [...] parce que nous avons oublié de proposer pour l'Europe. Parce que nous avons laissé s'installer le doute.

Que disent-ils à nos peuples ? Qu'eux ont la solution ! Que, eux, protégeront. Mais face à quels défis ? Tous les défis qui nous attendent - du réchauffement climatique, à la transition numérique, en passant par les migrations, le terrorisme, tout cela, ce sont des défis mondiaux face auxquels une nation qui se rétrécit sur elle-même ne peut faire qu'à peu près et peu de chose.

Ils mentent aux peuples, mais nous avons laissé faire cela, parce que nous avons voulu installer l'idée que l'Europe était devenue une bureaucratie impuissante. [...]

La seule voie qui assure notre avenir, celle dont je veux vous parler aujourd'hui, c'est à nous, à vous de la tracer. C'est la refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique. Ayons ensemble l'audace de frayer ce chemin. Comme je l'ai assumé à chaque instant devant les Français, je le dis aujourd'hui avec une conviction intacte : l'Europe que nous connaissons est trop faible, trop lente, trop inefficace, mais l'Europe seule peut nous donner une capacité d'action dans le monde, face aux grands défis contemporains. [...]

Ce que l'Europe représente, nous ne pouvons pas le confier aveuglement, ni de l'autre côté de l'Atlantique, ni aux confins de l'Asie. C'est à nous de le défendre et de le construire dans cette mondialisation.

Et donc au lieu de concentrer toute notre énergie sur nos divisions internes, comme nous le faisons maintenant depuis trop longtemps, au lieu de perdre nos débats dans une guerre civile européenne - car de débat budgétaire en débat financier, en débats politiques c'est bien de cela dont il s'agit - nous devons plutôt considérer comment faire une Europe forte, dans le monde tel qu'il va. Et comme construire, ainsi, les six clés de la souveraineté indispensables pour y réussir.

Face à chacun de ces enjeux, nous devons désormais engager des actions concrètes. La première clé, le fondement de toute communauté politique, c'est la **sécurité**.

Ce qui manque le plus à l'Europe aujourd'hui, cette Europe de la Défense, c'est une culture stratégique commune. Notre incapacité à agir ensemble de façon convaincante met en cause notre crédibilité en tant qu'Européens. Nous n'avons pas les mêmes cultures, parlementaires, historiques, politiques ni les mêmes sensibilités. Et nous ne changerons pas cela en un jour. Mais je propose dès à présent d'essayer de construire cette culture en commun, en proposant une initiative européenne d'intervention visant à développer cette culture stratégique partagée. [...]

Assurer notre **souveraineté**, c'est la deuxième clé, à l'échelle européenne, c'est maîtriser nos frontières en préservant nos valeurs. La crise migratoire n'est pas une crise, c'est un défi qui durera pour longtemps. Il s'est installé sur les inégalités profondes de la mondialisation. Et l'Europe n'est pas une île. Nous sommes là, et notre destin est lié à celui du Proche et Moyen Orient comme à celui de

l'Afrique. Face à ce défi, c'est là aussi, au niveau européen, que nous devons répondre. Ca n'est qu'avec l'Europe que nous pourrons efficacement protéger nos frontières, accueillir dignement ceux qui ont droit à l'asile, les intégrer réellement, et dans le même temps renvoyer rapidement ceux qui ne sont pas éligibles à cette protection.

Tant que nous laisserons certains de nos partenaires submergés par des arrivées massives, sans les aider à gérer leurs frontières, tant que nos procédures d'asile resteront lentes et disparates, tant que nous serons incapables d'organiser ensemble le retour des migrants qui n'ont pas le droit d'asile, nous manquerons tout à la fois d'efficacité et d'humanité.

Dans les années qui viennent, l'Europe doit assumer qu'il y a là son défi majeur. Et nous n'avons qu'un choix, qu'une alternative : le repli sur nos frontières, qui serait à la fois illusoire et inefficace, ou la construction d'un espace commun des frontières, de l'asile et de l'immigration. [...]

Il faut aussi voir plus loin et je vous le dis clairement, les plus robustes des frontières, les politiques de sécurité les plus ambitieuses ne pourront pas endiguer les migrations qui durent. Seuls la stabilisation et le développement des pays d'origine les tariront. Ce qui nourrit les grandes migrations contemporaines, ce sont les inégalités qui se sont installées et les crises qui en découlent. Si l'Europe doit avoir une frontière que nous devons protéger et faire respecter, l'Europe se doit avant tout d'avoir un horizon et cet horizon, c'est celui de sa politique étrangère qui se doit d'avoir des priorités claires : la Méditerranée d'abord, le cœur de notre civilisation. Nous lui avons tourné le dos n'osant pas voir les crises. Or, aujourd'hui, elles jalonnent cet espace. [...]

Je souhaite que notre partenariat avec l'Afrique soit un élément de la refonte du projet européen. L'aide au développement doit augmenter, je m'y suis engagé pour la France et, année après année, nous l'augmenterons à chaque fois, nous l'augmenterons aussi pour faire mieux parce qu'un chiffre à lui seul ne signifie pas une politique et nous avons sur ce sujet bien souvent l'obsession des symboles. Et on pense qu'une politique du développement se réduit à un chiffre. Nous ferons mieux avec les sociétés civiles.

Mais cette aide publique au développement, elle doit aussi être européenne, avec une ambition refondée et je suis prêt à ce titre, je souhaite à ce titre relancer sur de nouvelles bases le projet de taxe sur les transactions financières européennes afin de financer cette politique. [...]

La troisième clé de notre souveraineté, c'est cette politique étrangère, ce **partenariat avec l'Afrique**, cette politique de développement qui doit nous conduire à fonder un vaste projet reposant sur des investissements croisés, sur l'éducation, la santé, l'énergie. Si l'Europe ne saisit pas cette chance, d'autres le feront et si nul ne le fait, l'Europe seule en subira toutes les conséquences.

La quatrième clé de notre souveraineté, c'est d'être capable de répondre à la première des grandes transformations du monde, la **transition écologique**. Cette transformation complète révolutionne notre manière de produire, de redistribuer, de nous comporter. L'Europe, aujourd'hui, est dans un entre-deux mais notre choix est simple : voulons-nous continuer à produire comme hier et défendre une compétitivité face à des puissances qui sont en train de faire ce choix ou l'ont fait ou souhaitons-nous accélérer et devenir les leaders d'un nouveau modèle productif qui ne sera pas qu'un modèle économique mais qui sera un modèle de société, de civilisation qui permettra aussi de repenser les inégalités, les externalités d'une société dont les principales victimes des déséquilibres sont les plus faibles et les plus fragiles ?

J'ai fait mon choix, je crois très profondément que l'Europe doit être à l'avant-garde de la transition écologique efficace et équitable. Pour cela, il nous faut transformer nos transports, nos logements, nos industries. Pour cela, il faut investir et inciter puissamment à cette transformation. Il faut d'abord donner un juste prix au carbone, suffisamment élevé pour assurer cette transition. Là aussi, ce sera un combat. Là aussi, il y aura des lobbies, des résistances pour dire que c'est une bonne idée mais quelques euros seulement. Si nous n'avons pas, dans les années qui viennent, un prix du carbone à la tonne significatif pour permettre des réorientations profondes de nos économies, alors ce sera inutile. [...]

Cette ambition européenne ne doit bien évidemment pas être seulement défensive. C'est la raison pour laquelle je propose aussi la mise en place d'un programme industriel européen de soutien aux véhicules propres et de déploiement d'infrastructures communes afin qu'il soit possible de traverser l'Europe sans l'abîmer. Nous avons besoin de nouveaux grands projets, celui-ci en est un qui réconciliera le cœur de nos ambitions industrielles en la matière. [...]

La cinquième clé de notre souveraineté passe par le **numérique**. Ce défi est aussi celui d'une

transformation profonde de nos économies, de nos sociétés, de nos imaginaires même. La transformation numérique, ce n'est pas un secteur d'activité, ça n'est pas une anecdote contemporaine et l'Europe a beaucoup à y perdre comme à y gagner. L'Europe a cet attachement unique à l'équilibre permanent entre la liberté, la solidarité et la sécurité et c'est bien cela qui est en jeu dans la révolution numérique. L'Europe, qui a construit après-guerre un modèle économique de rattrapage, doit prendre la tête de cette révolution par l'innovation radicale. Et donc, oui, partout en Europe, nous devons tout faire pour avoir ces champions du numérique, attirer les talents scientifiques et entrepreneuriaux. [...]

Je souhaite que l'Europe prenne la tête de cette révolution par l'innovation radicale. Créons dans les deux ans qui viennent une Agence européenne pour l'innovation de rupture, à l'instar de ce qu'ont su faire les États-Unis avec la DARPA au moment de la conquête spatiale. Cette ambition doit être la nôtre. Nous avons aujourd'hui une fenêtre unique pour le faire. Prenons cette ambition, finançons les recherches dans les domaines nouveaux comme l'intelligence artificielle, acceptons la prise de risque. Cette agence mettrait l'Europe en situation d'innovateur et non de suiveur. [...]

Le projet du marché unique du numérique est à ce titre une occasion unique que nous devons saisir pour construire les modalités qui nous permettront de défendre les règles qui protégeront les libertés individuelles et le respect du secret auquel chacun a droit, qui permettra de protéger les données économiques de nos entreprises et qui permettra de créer précisément la régulation européenne qui toute à la fois protégera les personnes, les entreprises de manière légitime, qui permettra aux acteurs européens d'émerger dans un marché loyal et qui permettra aussi de compenser les profondes désorganisations sur l'économie traditionnelle que cette transformation parfois crée. Les grandes plateformes numériques, la protection des données sont au cœur de notre souveraineté à cet égard. [...]

La souveraineté, enfin, c'est **la puissance économique industrielle et monétaire**. Faire du cœur de l'Europe une puissance économique et industrielle, cela passe bien entendu par la politique énergétique et la politique du numérique que je viens d'évoquer. C'est aussi la poursuite d'une politique spatiale ambitieuse et de la consolidation d'une industrie européenne compétitive à l'échelle mondiale. Mais une puissance économique durable ne peut se construire qu'autour d'une même monnaie, c'est pourquoi je suis profondément attaché à l'ambition de la zone euro. [...]

C'est à partir de cette Union économique et monétaire, en son sein, que nous pouvons créer le cœur d'une Europe intégrée. J'entends les questions et les préoccupations sur ce sujet et je veux être clair : l'enjeu fondamental ce n'est pas un mécanisme qui par magie résoudrait tous les problèmes, s'il existait nous l'aurions déjà créé. Ce n'est pas de mutualiser nos dettes du passé, ce n'est pas de régler les problèmes de finances publiques d'un Etat ou de l'autre, l'enjeu c'est de réduire le chômage qui frappe encore un jeune sur cinq dans la zone euro. C'est donc une stratégie économique et politique dans la durée dont nous avons besoin, l'enjeu qui est le nôtre au cœur de la zone euro c'est de savoir comment nous arrivons à faire de cette zone une puissance économique concurrente de la Chine et des États-Unis et c'est comment nous arrivons à résoudre ce que depuis dix ans nous échouons à faire, de créer de l'emploi et de faire qu'une génération, celle de la jeunesse actuelle, ne soit pas une génération vouée au chômage par nos dysfonctionnements, par nos déséquilibres !

Nous avons aussi besoin de **règles et d'instruments communs**. Nous avons besoin de convergence et de stabilité par les réformes nationales, mais aussi par une coordination de nos politiques économiques et un budget commun. Si l'on veut réduire les divergences et développer nos biens communs - tout ce que je viens d'évoquer, la sécurité, la protection face aux migrations, la transition numérique, la transition écologique, une vraie politique de développement et de partenariat - ces biens communs avec le premier d'entre eux la monnaie, nous nous devons de les financer. Et donc nous avons besoin de davantage d'investissements, il nous faut des moyens de stabilisation face aux chocs économiques, un Etat ne peut pas seul faire face à une crise lorsqu'il ne décide plus de sa politique monétaire. Et donc pour toutes ces raisons, oui, **nous avons besoin d'un budget plus fort au cœur de l'Europe, au cœur de la zone euro**.

Les ressources de ce budget devront refléter cette ambition. Les taxes européennes dans le domaine numérique ou environnemental pourront ainsi constituer une vraie ressource européenne finançant des dépenses communes. Et au-delà nous devons réfléchir à affecter en partie au moins un impôt à ce budget, par exemple l'impôt sur les sociétés une fois son harmonisation réalisée. [...]

L'Europe des Vingt-huit ne peut fonctionner comme l'Europe des Six et notre projet - l'avenir de nos peuples - ne peut consister à rechercher le plus grand dénominateur commun. C'est en articulant constamment l'ambition motrice de quelques-uns et le respect du rythme de chacun que nous créerons le désir d'avancer et que l'Europe progressera au bénéfice de tous. Pour forger cette unité sans craindre

l'avancée des précurseurs nous avons deux ciments, la solidarité et la culture. La solidarité je veux y insister parce que depuis dix ans en Europe nous avons beaucoup parlé de responsabilité, mais nous avons oublié la solidarité entre nous.

Les ressources de ce budget devront refléter cette ambition. Les taxes européennes dans le domaine numérique ou environnemental pourront ainsi constituer une vraie ressource européenne finançant des dépenses communes. Et au-delà nous devons réfléchir à affecter en partie au moins un impôt à ce budget, par exemple l'impôt sur les sociétés une fois son harmonisation réalisée.

La solidarité qu'implique un budget ne peut aller qu'avec une responsabilité accrue qui commence par le respect des règles que nous nous sommes donnés et la mise en œuvre des réformes indispensables.

Un budget ne peut aller aussi qu'avec un pilotage politique fort par un ministre commun et un contrôle parlementaire exigeant au niveau européen. Seule la zone euro avec une monnaie forte et internationale peut offrir à l'Europe le cadre d'une puissance économique mondiale.

Alors prenons le problème dans le bon sens : si l'euro a vocation à devenir la monnaie de tous les Etats de l'Union lorsqu'ils remplissent les critères, construisons sans tarder une zone euro forte, efficace, solidaire et cette puissance bénéficiera demain à tous ceux qui la rejoindront. [...]

L'Europe des Vingt-huit ne peut fonctionner comme l'Europe des Six et notre projet, l'avenir de nos peuples ne peut consister à rechercher le plus grand dénominateur commun. C'est en articulant constamment l'ambition motrice de quelques-uns et le respect du rythme de chacun que nous créerons le désir d'avancer et que l'Europe progressera au bénéfice de tous. Pour forger cette unité sans craindre l'avancée des précurseurs nous avons deux ciments, la solidarité et la culture.

III - Sommet social pour l'emploi et une croissance équitable⁴

Alors que depuis plusieurs années, il était considéré comme impossible de revenir sur le cadre de la **directive travailleurs détachés**, nous avons réussi à obtenir cet accord [...] pour accroître, **renforcer les contrôles réciproques pour lutter contre le travail détaché illégal**.

Aujourd'hui, nous avons marqué une deuxième étape importante pour cette Europe sociale qui est la proclamation du **socle européen des droits sociaux**. C'est un symbole mais ce sont aussi des initiatives législatives très concrètes pour reconnaître et renforcer partout dans l'Union européenne les droits sociaux – par exemple, le droit des aidants. [...]

Le défi central, c'est celui de la convergence sociale et celui de la transformation des compétences et je me suis exprimé ce matin sur ces deux sujets importants. S'agissant de la convergence, nous devons en effet mettre en place des standards communs. Ce socle commence à le faire mais nous devons aller plus loin, notamment définir un salaire minimum dont le niveau et l'évolution seraient adaptés à la réalité économique de chaque pays.

Il ne s'agit pas de définir un salaire minimum unique qui soit monétairement le même pour tous les pays européens, mais d'inscrire tous les pays européens dans un processus qui permette d'aller dans cette logique. Chaque pays a sa tradition : il y a des pays pour lesquels la fixation d'un salaire minimum légal n'a pas de sens, le pays où nous sommes tout particulièrement qui, quoi qu'ayant des standards sociaux très élevés, a toujours fonctionné par une négociation collective qui s'est avérée plus efficace que la loi. [...]

C'est pourquoi je souhaite que lors des prochaines discussions financières, nous puissions intégrer des critères de convergence sociaux à la réflexion et en particulier aux aides de cohésion que nous avons avec les différents pays. Aujourd'hui, le fonds de cohésion ou les différents instruments de l'Union européenne sont parfois utilisés pour continuer à alimenter des modèles d'optimisation fiscale ou sociale, ce qui n'est pas du tout l'esprit de l'Union européenne.

Je rappelle à cet égard la belle formule de Jacques DELORS qui disait que l'Europe était construite sur la concurrence qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit et on oublie parfois le deuxième et le troisième pilier de cette aventure.

De la même façon – j'ai insisté sur ce point ce matin –, cette convergence sociale, cette exigence commune doit irriguer nos travaux sur le plan de la politique industrielle ou commerciale et nous devons intégrer ces critères dans la lutte contre le dumping face à certaines autres puissances ou dans

⁴ Göteborg (Suède) le 17 Novembre 2017.

la négociation des traités commerciaux.

S'agissant des **compétences**, nous savons que d'ici 10 ans, un métier sur deux sera transformé. Il y a encore en Europe 15 millions de décrocheurs et 70 millions d'Européens qui ne disposent des compétences de base. En France, il y a 1,3 million de décrocheurs et il y a entre 1,5 et 2 millions de Françaises et de Français qui ne disposent pas des compétences de base. Cette situation rend indispensable un véritable investissement public dans le capital humain, c'est-à-dire dans les femmes et les hommes de notre pays pour qu'ils puissent trouver leur place.

Ce travail français, nous le conduisons. Il suppose des réformes de fond et un investissement profond, mais il suppose aussi d'être relayé au niveau européen. [...]

Je souhaite aussi que nous puissions simplifier les instruments que nous avons aujourd'hui qui sont les compléments indispensables aux transitions économiques que vit l'Europe et en particulier, que nous ayons ces critères de formation intégrés dans le fonctionnement du Fonds social européen qui est un des instruments principaux pour pouvoir financer ces transitions, que le Plan JUNCKER, aujourd'hui largement mobilisé sur des investissements en capital d'infrastructure, puisse être pour la deuxième génération orienté pour partie sur l'investissement en capital humain et la formation et que le Fonds européen d'adaptation à la mondialisation soit revu à la hausse et simplifié dans ses critères.

IV - Vœux du Président de la République pour l'année 2018 (extraits)

« Sur le plan européen, l'année 2018 sera aussi décisive. Vous le savez, je me suis pleinement engagé dans cette bataille car je crois très profondément que l'Europe est bonne pour la France ; que la France ne peut pas réussir sans une Europe elle aussi plus forte. Mes chers concitoyens européens, 2018 est une année toute particulière et j'aurai besoin cette année de vous. Je souhaite en effet que par ces consultations citoyennes, vous puissiez vous exprimer, dire ce que vous voulez pour l'Europe quelques mois avant nos élections européennes et permettre à vos gouvernants de dessiner un grand projet ; nous avons besoin de retrouver l'ambition européenne, de retrouver une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique parce que c'est bon pour notre peuple. Je crois très profondément que l'Europe peut devenir cette puissance économique, sociale, écologique et scientifique qui pourra faire face à la Chine, aux Etats-Unis en portant ces valeurs qui nous ont faits et qui sont notre histoire commune. J'ai besoin de votre détermination pour ce sursaut européen et j'ai besoin qu'ensemble nous ne cédions rien ni aux nationalistes ni aux sceptiques ».

V - Discours au palais de Damingsong - Chine le 08/01/2018

Ma conviction est que, l'entente entre l'Europe, la France et la Chine, autour de principes et de projets définis en commun, peut, si nous savons nous y engager, être cette rencontre des intelligences au service du meilleur. Je suis venu, comme on le dit en Chine, vous proposer de lancer une brique pour obtenir du jade. Le monde a besoin de cette intelligence partagée pour enrayer la marche accélérée de toutes les formes d'obscurantisme, le terrorisme islamiste qui s'alimente partout des crises, de la fragilité des Etats, de l'instabilité, le nationalisme aveugle qui recherche pour elle-même la confrontation brutale et mène toujours à la guerre, le repli sur soi, nourri de l'illusion de se protéger du monde, le somnambulisme parfois aussi face aux conséquences du dérèglement climatique, qui remet en cause la possibilité même de la vie sur terre. [...]

Oui mes amis, ce que je suis aussi venu vous dire aujourd'hui, c'est que l'Europe est de retour. Je sais combien la Chine a toujours été attentive à ce que l'Europe reste une et, contrairement à d'autres, n'a jamais parié sur le délitement de l'Europe. Je sais aussi combien parfois l'Europe a été injuste avec la Chine et ses investisseurs lorsque, au tournant de la crise de 2008, quelques investisseurs chinois qui avaient fait confiance dans l'Europe et dans plusieurs pays de notre union, ont été sacrifiés.

Je sais aussi que certains ont pu penser qu'il en était fini de l'Europe après la crise de 2008-2010. Je sais aussi combien l'Europe a pu elle-même aider à cette perception lorsqu'elle a passé tant et tant d'années à se diviser dans ses propres querelles qui n'étaient que des querelles internes et manquer de vision. Aujourd'hui, notre Europe est de retour. Elle l'est parce que nous sommes quelques-uns à vouloir lui redonner une perspective de moyen terme à dix, quinze ans et reconstruire une Europe

souveraine, unie, démocratique, qui soit cette puissance économique, sociale, environnementale et scientifique qui puisse dialoguer avec la Chine et les Etats-Unis.

Cette ambition, c'est celle que j'ai portée depuis le début de mon mandat. Avec la chancelière allemande, comme nombre d'autres dirigeants européens, nous sommes en train de travailler à un projet qui doit doter le cœur de l'Europe de ces éléments de souveraineté et de ces projets et l'année 2018 sera, à cet égard, un tournant. Je veux que vous compreniez une chose aujourd'hui : la France est là, qui se transforme en profondeur et veut être ce pays de dialogue et de construction d'un partenariat nouveau pour le vingt-et-unième siècle avec la Chine. Avec elle, c'est l'Europe qui est de retour et qui veut, par la construction de sa propre puissance, construire cette coopération équilibrée avec la Chine dans le siècle qui s'ouvre. [...]

L'initiative des nouvelles routes de la soie peut rejoindre nos intérêts, ceux de la France et de l'Europe, si nous nous donnons vraiment les moyens d'y travailler ensemble. Après tout, les routes de la soie n'ont jamais été purement chinoises si je suis pleinement honnête. Lorsqu'on parle des routes de la soie maritimes, elles étaient d'abord portugaises. Sur terre, elles passaient par l'Asie centrale, l'Iran, l'Irak, Tyr et Antioche et, ce faisant, étaient sino-européennes. Le génie des premières routes de la soie a d'ailleurs été de réinventer bien souvent des routes européennes pour en faire des routes chinoises.

Je ne suis pas en train là de dire que le secret défilé que je suis en train de conduire serait de vouloir transformer ces nouvelles routes de la soie chinoises en routes européennes. Je suis en train simplement de dire que de manière consubstantielle, ces routes sont toujours en partage. Et si ce sont des routes, elles ne peuvent être univoques. Il doit y avoir des allers et des retours. Il y a des femmes et des hommes qui restent d'un côté et de l'autre de la route et tout au long de la route. Ce sont ces histoires qui font nos diasporas, nos vies croisées en partage.

Je suis ainsi prêt à travailler aux objectifs affichés. Les programmes d'infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires, maritimes, technologiques le long des routes de la soie peuvent apporter des éléments de réponse au déficit d'infrastructures, notamment en Asie, et créer des perspectives dans des secteurs tels que le transport, la gestion de l'eau et des déchets, la ville durable, l'économie verte. La mise en commun de ressources financières, publiques et privées, autour de projets transfrontaliers peut renforcer la connectivité entre l'Europe et l'Asie et, au-delà, jusqu'au Moyen-Orient et en Afrique, permettre de mieux intégrer, structurer, décloisonner par le commerce la croissance. [...]

Je propose en méthode d'identifier très concrètement le cadre politique dans lequel nous pouvons construire ce partenariat, cette coopération et cette stratégie commune, le cadre de la relation à venir. Je suis convaincu très profondément que si l'Europe et la Chine savent ensemble se fixer ce cap, s'entendre sur ces principes et définir cette méthodologie, cette initiative pourra être une occasion de relancer de façon très pragmatique un multilatéralisme aujourd'hui en manque de réalisations concrètes.

Je suis prêt à jouer un rôle moteur dans cette direction en veillant à ce que les pays européens avancent dans l'unité, parce que la Chine a besoin d'un interlocuteur solide pour échanger et construire sur son initiative. Je souhaite aussi que les routes de la soie à venir ne se limitent pas aux questions économiques mais soient éclairées en Europe par une compréhension approfondie de la Chine.

VI - Déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et Paolo Gentiloni - Rome (10/01/2018)

[...] L'Europe est entrain d'achever sa sortie de crise après dix ans. nous avons mis beaucoup plus de temps que les Etats-Unis d'Amérique à sortir. Pourquoi ? Parce que nous sommes aussi beaucoup moins bien organisés et parce que les incomplétudes, en quelque sorte, de l'Europe nous ont handicapés dans cette sortie de crise. Et nous ne pouvons pas faire comme si de rien n'était, nous ne pouvons pas dire « tout va bien, on est en train de sortir, on retrouve des chiffres de croissance raisonnables, oublions les crises d'hier », non.

Et donc c'est en 2018, et nous avons poussé cela par un agenda des chefs d'Etat et de gouvernement qui fait que chaque mois nous avons plusieurs sujets de discussion très structurants. En 2018, nous devons à la fois prendre des décisions très structurantes sur le court terme, en matière de

défense nous l'avons fait mais également en matière d'environnement, de numérique, de migration, j'y reviendrai, d'économie, ça doit se faire dès maintenant pour quelques régulations qui sont en cours ; mais nous devons aussi préparer la refondation à 10 ans, c'est-à-dire redonner les perspectives à notre Europe sur la décennie qui vient.

Si l'Europe a balbutié ces dernières années, c'est qu'elle a manqué d'ambition et de perspective de long terme. Nous sommes les héritiers de pères fondateurs qui ont eu des ambitions qui les dépassaient et c'est cela que nous devons retrouver en 2018, c'est une année importante, je crois que notre volonté commune c'est vraiment de bâtir cette Europe plus souveraine, plus unie et plus démocratique. Plus souveraine en en faisant une véritable puissance, une puissance numérique, énergétique, environnementale, une puissance géopolitique, nous en avons longuement parlé, notre souhait est vraiment d'améliorer encore nos coopérations sur ce sujet. Une puissance en tant qu'elle sait protéger ses frontières et en tant qu'elle sait aussi organiser sa politique de coopération à l'extérieur. [...]

Enfin, c'est une Europe plus démocratique qu'il nous faut et à cet égard nous sommes l'un et l'autre convaincus de la nécessité, d'une part, des consultations citoyennes que nous allons mettre en place dans les prochains mois dans nos pays et, d'autre part, de la pertinence de listes transnationales, de listes européennes qui permettront d'acter la force d'un *demos* européen et donc d'une vitalité du débat démocratique européen.

[...] Nous avons évoqué de nouveau le sujet des **migrations** et le sujet de la **protection de nos frontières** et de notre **coopération**, en particulier **en Afrique**. L'Italie a fait un très grand travail que je veux ici saluer en 2017 pour réduire la déstabilisation du phénomène migratoire et réussir à stabiliser une situation qui était extrêmement critique. [...] Le sujet des migrations n'est pas derrière nous. Si la route de Méditerranée centrale est aujourd'hui plus calme qu'elle ne l'était il y a un an, il y a toujours des phénomènes migratoires très importants et il ne faut jamais oublier que nous parlons de femmes et d'hommes, de femmes et d'hommes qui continuent à mourir en Afrique sur ces routes de la nécessité, à travers le Sahara et le Sahel comme en Méditerranée encore ces derniers jours, puisque nous avons encore assisté à une atrocité en Méditerranée avec un bateau de migrants qui a chaviré.

Face à ce défi notre réponse doit être extrêmement structurée et solidaire. Elle doit être solidaire sur le plan interne et externe et elle doit être structurée comme suit. D'abord en clarifiant et en harmonisant nos règles pour mieux faire ; la France est en train de procéder à des réformes qui vont dans le sens d'une harmonisation de sa politique avec ses partenaires européens. Nous avons une organisation qui était très défaillante aujourd'hui et à travers des premiers textes et une loi qui sera portée par le ministre de l'Intérieur dans les prochaines semaines, nous allons harmoniser avec l'Italie et l'Allemagne beaucoup de nos règles pour pouvoir justement rapprocher nos systèmes d'asile, de contrôle, de retour aussi dans le pays d'origine.

Il y a sept textes qui sont en cours de discussion au niveau européen, notre volonté est que nous puissions les faire aboutir le plus rapidement possible dans les prochains mois pour avoir une protection commune aux frontières - cette solidarité commune que j'évoquais, une harmonisation de l'asile, en mettant fin aux dysfonctionnements profonds aujourd'hui des règles de Dublin, et aussi une gestion des titres et de la circulation beaucoup plus fluide. C'est la condition pour faire vivre en acte cette solidarité aux frontières et cette solidarité interne dont nous savons combien elle est difficile, et malgré les avancées et les gestes faits par les uns et les autres nous ne pouvons nous satisfaire, surtout pour des pays d'arrivée comme l'Italie, du manque de solidarité interne qui persiste.

Je veux ici réaffirmer l'engagement [...] de continuer à envoyer des missions de l'OFPRA pour aider à la relocalisation de femmes et d'hommes qui sont en attente de régularisation et auxquels on peut apporter l'asile. Nous allons aussi clarifier et élargir ces règles pour pouvoir accueillir, en ligne avec les engagements chiffrés que la France a pris, les femmes et les hommes que nous pouvons accueillir comme réfugiés dans notre pays.

Une approche structurée c'est aussi une approche qui consiste à répondre aux origines de ce problème. Je le dis très clairement, il n'est facile pour aucun des gouvernements de nos pays de faire face au fait migratoire. Mais d'où vient-il, quelle en est la cause profonde ? Pour une très large majorité aujourd'hui ce ne sont pas des problèmes liés aux réfugiés politiques, mais ce sont des migrations dont l'origine est souvent économique et qui est le fruit d'une manipulation et d'un travail des trafiquants.

Et donc notre coopération comme nous l'avons acté dès le 28 août dernier à Paris, puis ensemble au sommet Union européenne – Union africaine à Abidjan, c'est d'avoir une coopération accrue qui permette d'une part la stabilisation en Libye. Je me félicite ici de la coopération d'une extraordinaire qualité qui va permettre, par la stabilisation politique, de mettre fin au scandale humanitaire qui existe

aujourd'hui en Libye, qui nous a déstabilisés et continue à déstabiliser l'Afrique. Et, d'autre part, de lutter de manière accrue et beaucoup plus efficace contre tous les trafiquants, qui sont des trafiquants d'êtres humains, d'armes et de drogue sur cette route de la nécessité dans la bande sahélo-saharienne. Nous avons déjà eu des premiers résultats et démantelé ces trafics, nous avons une coopération qui est militaire et policière avec ces Etats de transit en particulier le Tchad, le Niger et le Mali. Je veux ici saluer l'annonce qui a été faite par l'Italie d'un déploiement militaire substantiel au Niger et d'une mission qui s'inscrit dans le cadre des engagements qui avaient été pris. Je sais que cela donne lieu à des débats, mais je veux dire combien c'est important parce que c'est cohérent avec l'ensemble de cette politique migratoire et de sécurité collective.

Enfin, c'est une politique de développement commune qu'il nous faut continuer à déployer ; c'est le cadre de l'Alliance pour le Sahel que nous avons mis en place en juillet dernier, qui permet dans tous ces pays de transit et d'origine d'avoir une politique de développement, qui permet le retour ou le maintien dans leur pays d'origine de ces jeunes ou moins jeunes qui n'arrivent plus à construire d'avenir dans leur pays et se trouvent pris sur ces routes de la migration.

VII - Asile et immigration - discours auprès des forces mobilisées - (Calais le 16/01/2018)

Au-delà de Calais, ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est l'ensemble de notre politique d'asile et d'immigration. [...]

Les Etats doivent continuer à être responsabilisés, mais il nous faut, aujourd'hui, assurer une gestion plus harmonieuse, au sein de l'Union européenne, qui nous permettra, dans le cadre de cette avancée, d'aller vers un *Office européen de l'asile*, qui est l'objectif que nous poursuivons. C'est pourquoi je souhaite que **nous accélérions les travaux de déploiement d'un système unique pleinement sécurisé de contrôle des identités et de partages complets des informations entre Etats européens de l'espace Schengen**. C'est pourquoi nous devons nous donner tous les moyens pour assurer une plus grande convergence de nos législations, c'est tout l'enjeu de la négociation européenne en cours, dont je souhaite une conclusion rapide. Et nous en tirerons toutes les conclusions au niveau national.

La refonte de notre politique d'asile et d'immigration, à travers le projet de loi porté par le ministre d'Etat, vise justement à la plus grande convergence avec nos principaux partenaires européens, notamment avec l'Allemagne. **Nous devons accélérer nos délais pour instruire la demande d'asile**. J'ai parlé du délai de 18 mois en moyenne, nous devons le ramener à 6 mois, parce que c'est la protection que nous devons à quelqu'un qui demande l'asile en France, et parce que, si nous voulons pouvoir reconduire quelqu'un qui n'obtient pas l'asile, au final, si nous mettons des procédures qui durent 2 ans, il s'est installé dans une vie normale, et nous n'appliquons pas les conséquences d'une telle mesure.

Nos voisins savent conduire ces procédures en 6 mois. C'est donc vers cela que nous irons, en **raccourcissant les procédures** et, dès le début de la phase, en commençant l'instruction des dossiers. C'est mieux protéger ceux qui ont droit à l'asile, et c'est éviter de créer des situations inextricables, mais c'est aussi rendre plus efficaces nos politiques de reconduite à la frontière.

J'entends les commentaires sur ce sujet dans un projet où il est question de porter la durée maximale de la rétention administrative de 45 à 90 jours. Regardons des pays, que j'ai souvent défendus, l'Allemagne, la chancellerie allemande a eu une politique courageuse sur les réfugiés. Quel est le droit en Allemagne ? La durée moyenne est de 180 jours, jusqu'à 18 mois dans certaines situations, mais enfin, que les gens qui nous disent que ce serait la fin de tout, regardent comment ça se passe à nos frontières, dans l'Union européenne, dans des pays que nous prenons comme exemples. Ce qui ne va pas c'est justement quand mes divergences sont profondes entre des pays voisins, qui partagent des frontières, quand nos délais de rétention, nos délais d'instruction sont totalement décorrélés les uns des autres, parce qui l'utilise ? Les filières de passeurs, ceux qui exploitent la misère, et qui guident d'un côté ou de l'autre, en contrepartie d'argent.

C'est un effort historique, qui est accompli par l'Etat en la matière, et que nous mènerons à son terme, parce que l'objectif, oui, il est bien d'accueillir tout le monde de manière inconditionnelle, de vérifier tout de suite, de pouvoir instruire rapidement, de protéger les uns, de raccompagner les autres. En la matière l'hébergement d'urgence est évidemment une question éminemment sensible.

VIII - Discours du Président de la République au Parlement européen (Strasbourg le 17 avril 2018)

Nous allons échanger dans un contexte qui rend notre responsabilité plus grande encore. Un contexte qui est d'abord celui de divisions et parfois de doute au sein de l'Europe. Le contexte où le Brexit continue à être discuté, travaillé - je veux ici saluer le travail conduit depuis plusieurs mois par Michel BARNIER – mais qui est aussi celui d'un doute qui naît dans nombre de nos pays européens et qui, mois après mois, a pu faire émerger des sensibilités qui remettent en cause ce qui paraissait parfois comme des fondamentaux.

Contexte où une forme de guerre civile européenne réapparaît, où nos différences, parfois nos égoïsmes nationaux paraissent plus importants que ce qui nous unit face au reste du monde. Contexte où la fascination [...] illibérale grandit chaque jour. Contexte où les menaces géopolitiques [...] à l'Europe une responsabilité plus grande chaque jour. Ceux des grands conflits internationaux, le Levant comme le Sahel, mais aussi de l'émergence de grandes puissances autoritaires et d'une stratégie clairement élaborée qui vise à remettre en cause le cadre du multilatéralisme où l'Europe avait pris toute sa place et qui était aussi le cadre à la fois de son influence mais dans lequel nous avons collectivement construit la paix.

Et nous échangeons aujourd'hui dans un moment qui est celui de grandes transformations liées au numérique, au réchauffement climatique et à ses conséquences, qui remettent en profondeur les fondamentaux de la société industrielle qui avaient fondé nos grands compromis, font naître des peurs qui conduisent à revisiter certains grands équilibres et nous imposent de repenser la grammaire d'action qui est collectivement la nôtre. [...]

La démocratie européenne, je le crois très profondément, est notre meilleure chance. La pire des erreurs serait d'abandonner notre modèle, j'ose dire notre identité. Ici-même à Strasbourg comme à Bruxelles, vous faites vivre chaque jour cette démocratie en Europe dont parlait TOCQUEVILLE. Notre identité, c'est d'abord cette démocratie respectueuse de l'individu, des minorités, des droits fondamentaux, ce qu'on appelait du nom que je revendique encore « la démocratie libérale ».

Je ne veux pas laisser s'installer cette illusion mortifère qui, ne l'oublions jamais, ici moins qu'ailleurs, a précipité notre continent vers le gouffre. L'illusion du pouvoir fort, du nationalisme, de l'abandon des libertés. Et je récuse cette idée qui gagne même l'Europe que la démocratie serait condamnée à l'impuissance. **Face à l'autoritarisme qui partout nous entoure, la réponse n'est pas la démocratie autoritaire mais l'autorité de la démocratie.** [...]

Au-delà de ces divisions, ce modèle démocratique qui nous rassemble est unique au monde. L'identité de l'Europe, c'est plus qu'une démocratie soucieuse de liberté, c'est une culture unique dans le monde qui combine cette passion de la liberté, le goût de l'égalité, l'attachement à la diversité des idées, des langues, des paysages.

Ce modèle européen n'est ni abstrait, ni daté. Il s'incarne aujourd'hui dans notre attachement commun à la protection de l'environnement, du climat, de la santé. Il se développe aujourd'hui dans notre approche de la révolution numérique où seuls les Européens sont autant attachés à la liberté d'innovation comme à la juste régulation et à la protection de leur vie privée. Cette identité nous distingue bien évidemment des puissances autoritaires avant tout, mais aujourd'hui aussi, il faut bien le voir, de certains alliés les plus proches. [...]

Certains imputant tous nos maux à une Europe honnie, fuyant ainsi leurs propres responsabilités, nous disent avec aplomb que les peuples ne veulent plus de l'Europe. Ils proposent des voies dorées ; parfois on les croit. Ils se soustraient ensuite à leurs responsabilités quand il faudrait conduire leur peuple jusqu'au bout de cette aventure. D'autres affirment sagement que nous ne devons pas hâter le pas pour ne pas brusquer les peuples, que ça serait faire le jeu des populistes. Ceux-ci voudraient s'habituer à une musique qu'on connaît bien : celle de la paralysie, ne prenant pas conscience du temps qui est le nôtre. Je crois que rien n'est plus faux. Il serait commode, en effet, de dissoudre le peuple ou d'exciter ces passions pour éviter de proposer un chemin. De critiquer sans proposer, de détruire sans rebâtir. Ce n'est pas le peuple qui a abandonné l'idée européenne, c'est la trahison des clercs qui la menace. Il faut entendre la colère des peuples d'Europe aujourd'hui. Ce n'est pas de pédagogie dont ils ont besoin mais d'un projet nouveau, d'une exigence d'efficacité au quotidien. Et ceux qui font commerce de cette colère qu'ils attisent proposent pour seul avenir la voie sans issue du retour au déchirement nationaliste d'hier. Nous en avons expérimenté toutes les voies et toutes les conséquences.

Pour raviver l'Europe des peuples, nous devons donc accepter d'agir autrement en puisant à la source de la démocratie. Regardons les choses en face : comment se satisfaire d'élections européennes auxquelles moins d'un citoyen sur deux se déplace pour voter ? Alors, construisons dans l'année qui vient la réalité d'un débat structuré sur des convictions, des propositions. Nous ne pouvons pas aujourd'hui faire comme hier, c'est-à-dire refuser de parler d'Europe, répartir les places, accuser Bruxelles ou Strasbourg de tous les maux. Continuer à faire cela, c'est décider d'avoir un jeu de dupes qui sera peut-être plus confortable pour chacun d'entre nous mais qui nous conduira à ne résoudre aucun problème. Je crois comme vous à la noblesse et à la complexité du choix démocratique. [...]

En amont des élections et du temps contraint des campagnes électorales, **nous devons faire vivre le débat**, créer cet espace public européen que bien souvent nous avons laissé en friche. C'est dans cet esprit d'essayer et d'innover que j'ai proposé des consultations citoyennes dès cette année.

La deuxième conviction que je veux rapidement partager avec vous, c'est celle de la **nécessaire souveraineté européenne**. Défendre l'idée européenne, ce n'est pas défendre une idée abstraite, la dilution en quelque sorte de nos propres souverainetés, non, c'est acter du fait que face à ces grands bouleversements du monde, ces grandes transformations, ce moment que nous vivons, nous avons besoin d'une souveraineté plus forte que la nôtre, complémentaire et pas de substitution, qui seule permettra face aux grandes migrations, à l'insécurité planétaire, aux transformations économiques, sociales et environnementales d'apporter les bonnes réponses. C'est cela cette souveraineté européenne à laquelle je crois. [...]

D'ici à la fin de la législature, au printemps 2019, nous devons obtenir des résultats tangibles sur plusieurs fronts. Les migrations, en débloquent le débat empoisonné sur le règlement de Dublin et les relocalisations, mais aussi en dépassant ce débat, en construisant la solidarité externe et interne dont notre Europe a besoin. Je propose ainsi de créer un programme européen qui soutienne directement, financièrement, les collectivités locales qui accueillent, qui intègrent des réfugiés.

Le deuxième sujet, sera la **taxation du numérique**, à la suite de la proposition de la Commission en créant une taxe à court terme qui mette fin aux excès les plus choquants, je soutiens cette proposition, elle est essentielle et elle permettra d'ailleurs, c'est mon souhait, des pistes de ressources propres pour le budget à venir.

La **réforme de l'Union économique et monétaire** est un troisième front indispensable avant la fin de cette mandature, en définissant une feuille de route permettant d'avancer par étape sur l'union bancaire et la mise en place d'une capacité budgétaire favorisant la stabilité et la convergence dans la zone Euro.

Enfin ce qui nous tient ensemble, ce n'est pas seulement une monnaie ou un traité, c'est un **sentiment d'appartenance**, autrement dit une **culture** et je pourrais évoquer car c'est essentiel la mise en place des universités européennes qui progresse réellement, ou le déploiement d'Erasmus, mais je veux ici insister sur l'un de vos travaux en cours, essentiel à mes yeux, celui du droit d'auteur, de la protection des créateurs, et de la création artistique.

La souveraineté, c'est aussi la **souveraineté climatique et énergétique**. Elle est indispensable. Nous devons rapidement ouvrir le débat pour revoir à la hausse la contribution européenne dans le cadre de l'Accord de Paris. Nous sommes ici en train d'achever les discussions sur le paquet énergie-climat, mais il est clair que nous devons ouvrir une nouvelle étape. Plusieurs d'entre vous s'y sont déjà engagés et je souhaite que nous puissions dans les prochains mois rouvrir le débat sur un prix plancher du carbone. La France poussera l'idée d'un prix minimum et la France soutiendra l'idée d'une taxe aux frontières pour le CO2. Ce n'est ni une lubie technique ni un instrument technique, c'est la condition d'une transition énergétique crédible.

La quatrième souveraineté que nous devons conduire à aller plus loin, c'est celle de la **santé et de l'alimentation**. Dans nos politiques au quotidien, dans nos choix budgétaires d'aujourd'hui et de demain, nous devons soutenir une souveraineté alimentaire de qualité. C'est ce que nos concitoyens attendent de nous, c'est ce que nous leur devons. C'est bon pour nos économies et nos territoires, c'est bon pour nos concitoyens et c'est un choix cohérent avec nos engagements dans la durée.

La cinquième souveraineté que nous devons défendre, c'est évidemment la **souveraineté numérique** et je veux ici saluer votre travail qui a conduit à élaborer ce qui apparaît aujourd'hui dans tous les débats internationaux comme la législation de référence, celle qui permet de protéger les données personnelles de nos concitoyens. Là où d'autres nous prenaient pour celles et ceux qui, en quelque sorte, proposaient des protections illégitimes, nous sommes en train de devenir l'espace géographique unique au monde où nous favorisons l'innovation et l'innovation de rupture et je

défendrai ces choix dans les débats à venir et où, dans le même temps, nous nous mettons en capacité de protéger les libertés individuelles.

Enfin cette Europe de liberté et d'égalité repose sur un **socle de valeurs sociales** que nous avons proclamées ensemble à Göteborg. Cette Europe sociale, c'est aussi celle de la souveraineté, de ce socle dans lequel nous croyons. Il y a des différences, mais nous ne devons pas pour autant nourrir les divergences, le sens même de l'aventure européenne, c'est celle d'une convergence accrue. C'est pour cela que nous nous sommes battus à plusieurs pour réguler le travail détaché ces derniers mois. Le Parlement européen a permis d'améliorer encore le compromis trouvé au Conseil et je me réjouis que cette réforme puisse trouver bientôt son aboutissement. [...]

Ces souverainetés européennes, nous devons continuer à les bâtir. Elles doivent être au cœur d'un projet cohérent et elles doivent nourrir la philosophie du cadre financier pluriannuel à venir. [...]

Ce budget que nous allons discuter, doit exprimer un projet politique de cohérence, d'efficacité et de convergence. La France est prête à augmenter sa contribution. Mais pour cela, c'est une refondation du budget lui-même qu'il faut envisager, en créant de nouvelles ressources propres. J'y suis favorable sur le numérique comme sur certaines ressources énergétiques, en supprimant les rabais qui ne sauraient survivre au Brexit, en finançant dignement l'action européenne en matière de défense et de migration, en modernisant les politiques actuelles et en définissant des conditionnalités, je dirais plutôt des critères de convergence en matière fiscale et sociale, notamment. Nous ne devons renier aucune ambition des politiques existantes, mais nous devons ajouter les ambitions nouvelles que nous portons. C'est en ce sens qu'en tout cas la France œuvrera dans les prochains mois.

IX - Discours d'E. Macron lors de la remise du Prix Charlemagne - Aix-la-Chapelle (09/05/2018)

« Pour définir ce que la construction européenne nous a apporté depuis les lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, nous avons coutume de dire qu'elle nous a permis de vivre 70 ans de paix, et c'est vrai. L'Europe a connu ce miracle historique de 70 années de paix entre les ennemis héréditaires d'hier.

Ce trésor n'a pas de prix et il est inédit dans notre continent pour tous les siècles qui ont précédé. Mais si je pense à la Pologne, aux peuples de l'ancienne Tchécoslovaquie, au Portugal, à l'Espagne, Sir, à l'ancienne Allemagne de l'Est, aux Pays baltes, chère Dalia GRYBAUSKAITE, à la Bulgarie, cher Boiko BORISSOV, à tous ces peuples frères, puis-je dire qu'ils ont connu 70 ans de paix en toute quiétude, en toute sérénité, de paix, de liberté et de prospérité ?

Peut-on dire que les peuples de l'ancienne Yougoslavie ont connu 70 ans de paix ? Pour quelques nations d'Europe qui ont emprunté le chemin de l'amitié et de la coopération, d'autres ont connu jusqu'à une période récente la brûlure du totalitarisme, du nationalisme, pour certains autres du génocide, de la guerre civile, de la sujétion militaire ou politique.

Le mythe de ces 70 ans de paix suppose une Europe parfaite dont nous n'aurions qu'à soigner l'héritage, mais je ne crois pas à ce mythe car l'Europe est encore et toujours traversée par l'histoire et par le tragique de l'histoire. A cela, nous ne pouvons opposer la routine de la gestion mais une volonté toujours en mouvement, qui requiert de chaque nouvelle génération qu'elle engage toutes ses forces et réinvente l'espérance.

Recevant le Premier Prix Charlemagne en 1950, Richard de COUDENHOVE-KALERGI avait nommé cette espérance. Faisant référence à l'œuvre de Charlemagne, il avait dit de l'Europe qu'elle est le retour du rêve carolingien. [...] Ce rêve aujourd'hui est rongé par le doute. A nous de savoir si nous voulons le faire vivre ou le laisser mourir.

[...] Je voudrais simplement ici partager quatre convictions, quatre commandements ou **quatre impératifs catégoriques d'action** selon la tradition de notre Europe à laquelle nous souhaitons nous ranger.

Le **premier impératif** est simple : **ne soyons pas faibles et ne subissons pas !** En effet, nous avons devant nous des grandes menaces, de grands déséquilibres qui bouleversent notre peuple et nourrissent chaque jour leurs inquiétudes. La question qui nous est posée sur chacun d'entre eux c'est : voulons-nous subir ? Acceptons-nous la règle de l'autre ou la tyrannie des événements ou faisons-nous le choix de décider pour nous-mêmes de l'autonomie profonde et donc oui d'une souveraineté

européenne ? Qui choisira pour nos concitoyens les règles qui protègent leur vie privée ? Qui choisira d'expliquer l'équilibre économique dans lequel nos entreprises auront à vivre ? Des gouvernements étrangers qui, de fait, organiseront leur propagande ou leurs propres règles ? Des acteurs internationaux, devenus passagers clandestins d'un système qu'ils décident parce qu'ils l'organisent ? Ou considérons-nous que cela relève de la souveraineté européenne ?

Le Parlement européen [...] a fait le choix courageux, accompagné par la Commission et les Etats membres, de décider d'un *règlement général pour les données personnelles*. C'est dans cette ligne que nous voulons aller. [...] Nous avons une souveraineté numérique à construire pour mieux réguler ces acteurs, pour protéger nos concitoyens, pour taxer de manière plus juste ceux qui aujourd'hui ne paient aucun impôt dans un espace économique et juridique où, pourtant, ils conduisent à de profondes transformations et menacent chaque jour les intérêts des uns, tout en offrant des opportunités aux autres.

Comment voulons-nous choisir demain nos choix climatiques ? Et ce sont des choix démocratiques comme nous l'entendons en écho derrière ces fenêtres, ils sont essentiels. Qui aura à en décider ? Là aussi des puissances extérieures ou nous-mêmes ? Nous savons que ces choix prennent du temps en matière énergétique et climatique mais la solution durable ne sera construite que si nous savons nous organiser au niveau européen, si nous savons aller vers un prix plancher du carbone, mettre là aussi une taxe à nos frontières, évitant le choix du pire et de favoriser les acteurs les moins coopératifs, d'avoir une politique ambitieuse, vous l'avez dit Monsieur le maire, en matière de stockage de l'énergie renouvelable qui, seule, permettra de tourner une page complète de notre aventure énergétique et d'être à la hauteur de nos engagements climatiques.

Qui doit décider de nos choix commerciaux ? Qui ? Ceux qui nous menacent ? Ceux qui nous feraient du chantage en expliquant que les règles internationales qu'ils ont contribué à élaborer ne valent plus parce qu'elles ne sont plus à leur avantage ?

Nous sommes, nous Européens, les co-dépositaires d'un multilatéralisme international que je crois fort. Il nous appartient pour notre propre souveraineté d'en défendre la grammaire, de ne pas céder et de n'être ni naïfs face à la concurrence déloyale ni faibles face à la menace de ceux qui ont parfois écrit ces règles avec nous.

Qui fera le choix de l'environnement de paix et des grands équilibres géopolitiques dans lequel nous voulons vivre ? [...] Nous avons fait le choix de construire la paix et la stabilité au Proche et Moyen-Orient, nous l'avons souverainement assumé, nous l'avons collectivement porté. D'autres puissances, tout aussi souveraines que nous, ont décidé de ne pas respecter leur propre parole. Devons-nous renoncer pour autant à nos propres choix ? Devons-nous céder à la politique du pire ? Nous devons choisir, bâtir, parler avec tous pour, là aussi, réussir à construire notre propre souveraineté qui, dans cette région, sera garante de la stabilité.

Nous avons eu à vivre les grandes bascules liées aux migrations contemporaines, qu'elles soient politiques, qu'elles soient économiques, qu'elles soient climatiques. Face à ce sujet, pense-t-on une seule seconde que nous puissions rester les bras croisés ou, là aussi, nous replier sur des crédos purement nationalistes ? La réponse est européenne, elle l'est en ce qu'elle a de plus essentiel. Nous ne ferons face à ces défis qu'en ayant une politique ambitieuse concertée et pleinement européenne pour l'Afrique de l'autre côté de la Méditerranée, une politique de développement et de sécurité à laquelle nous avons commencé à œuvrer mais pour laquelle nous devons être beaucoup plus ambitieux en ayant une politique commune de sécurité de nos frontières, d'harmonisation de nos droits, en ayant une politique souveraine de développement, de sécurité, de protection.

[...] Ce premier impératif auquel je crois, ne soyons pas faibles, ne subissons pas, c'est celui de la **souveraineté européenne**, celle qui doit nous conduire, celle qui doit nous conduire à faire de l'Europe une puissance géopolitique, commerciale, climatique, économique, alimentaire, diplomatique propre. Nous aurons des débats et nous ne mettons sans doute pas les mêmes réalités derrière chacun de ces mots, mais la condition de possibilité, c'est que nous refusons le fait que d'autres puissent décider pour nous. Si nous décidons qu'un grand acteur du numérique peut décider du secret ou des règles fiscales, nous ne sommes plus souverains et ce débat ne vaut pas ; si nous décidons que tel ou tel grand groupe énergétique international décide de notre politique climatique pour nous, nous ne sommes plus à mêmes de décider et d'avoir un débat démocratique.

Et si nous acceptons que d'autres grandes puissances y compris alliées, y compris amies dans les heures les plus dures de notre histoire se mettent en situation de décider pour nous, notre diplomatie, notre sécurité parfois en faisant courir les pires risques, alors nous ne sommes plus souverains et nous

ne pouvons plus crédiblement regarder nos opinions publiques, nos peuples en leur disant : nous allons décider pour vous, venez voter et venez choisir.

Le **deuxième impératif** qui est le nôtre, c'est : **ne nous divisons pas**. La tentation est grande dans cette période trouble du repli sur soi, du nationalisme de penser que, à l'échelle de la nation, on maîtrisera mieux les choses, on retrouvera une part de cette souveraineté qui parfois demeure trop évanescence, ou encore naissante au niveau européen. Cette sonnette d'alarme, nous l'avons eue avec le Brexit mais nous l'entendons aussi, des élections italiennes à la Hongrie jusqu'à la Pologne. Partout en Europe résonne cette musique du nationalisme, cette fascination. Nous sommes en ce lieu [...] devant ce rêve carolingien à la hauteur duquel nous souhaitons être. Mais le risque européen aujourd'hui est, si je puis dire, un risque lotharingien, celui d'une division extrême. Elle tend à réduire la plupart des débats à une superposition de nationalismes, convainquant ceux qui doutent de renoncer aux libertés conquises au prix de mille souffrances.

Beaucoup voudraient faire bégayer l'histoire en faisant croire à nos peuples que cette fois-ci, nous serions plus efficaces. Face à tous les risques que je viens d'évoquer, la division serait fatale, elle réduirait encore notre souveraineté véritable. Les barbelés réapparaissent partout à travers l'Europe, y compris dans les esprits et regardons avec lucidité les dernières années, les dix dernières années que nous venons de vivre, beaucoup a été fait et nous devons beaucoup à celles et ceux qui ont eu l'honneur de diriger nos pays et de savoir faire face aux crises et prendre dans les situations les plus extrêmes des décisions à chaque fois difficiles mais ce fut au prix d'une division entre le Nord et le Sud, au moment de la crise financière et économique. Ce fut ensuite au prix d'une division entre l'Est et l'Ouest, au moment de la crise migratoire. Et ces discussions se poursuivent comme une lèpre au milieu de notre Europe, voulant faire s'installer l'idée que des camps se seraient reconstitués et que l'unité ne serait plus possible.

Or la seule solution qui est la nôtre c'est l'unité ; les divisions nous poussent à l'inaction. Les divisions nous poussent à la guerre de position, celle-là même qui fit vivre à l'Europe l'un de ses pires martyrs il y a maintenant un siècle. Et je connais toutes ces représentations collectives qui nous inviteraient à ne pas bouger, y compris entre nos deux pays, chère Angela. Je connais tous ceux qui en France me disent : allez, allez-vous confronter à l'Allemagne, la solution est dans une crise avec l'Allemagne, l'Allemagne, elle est égoïste, elle est vieillissante, elle ne veut pas réformer l'Europe, elle veut l'Europe quand c'est à son avantage. Je sais que c'est faux et jamais nous ne céderons à cette tentation parce que j'ai vu une Allemagne qui, ces dernières années, a pris ses risques, a fait ses choix, qui, avant la crise financière, a su faire des réformes profondes que nous, nous avons pensé pouvoir faire attendre et j'ai vu encore ces jours-ci une Allemagne ambitieuse, aimant l'Europe, acclamant l'Europe, une jeunesse allemande qui attend presque tout de cette Europe parce qu'elle se souvient de son histoire !

Et de l'autre côté, j'entends aussi celles et ceux qui, en Allemagne, disent : ne cédon pas aux sirènes de cette France que nous connaissons trop bien. Ces gens-là ne sont pas sérieux, ils n'ont pas fait leurs réformes et la France nous demande une Europe qui serait à sa main en quelque sorte, elle veut une Europe pour elle, une Europe qui financera ses déficits, une Europe qui lui permettra de faire les réformes qu'elle ne sait pas faire. Mais réveillez-vous ! La France a changé, elle n'est plus la même et c'est le choix du peuple français qui a eu, il y a un an maintenant presque jour pour jour, un choix clair à faire dont je suis le dépositaire et rien de plus. Mais la France a fait ses réformes tant et tant attendues ; elle continuera de les faire. Elle s'est redressée, elle est là, la France lors des crises a payé sa part, tout comme l'Allemagne et la France souhaite une Europe pour l'Europe, pas pour elle-même. Et donc de part et d'autre, nous devons savoir là aussi dépasser les replis, les musiques qui nous conduisaient au pire pour acter d'une chose, c'est que l'unité entre la France et l'Allemagne est la condition de possibilité de l'unité européenne qui seule nous permettra d'agir !

Et ne nous trompons pas. Le rêve qui est le nôtre est déjà plus que le rêve carolingien, il y a eu depuis des siècles et des siècles dans notre Europe des transferts d'empires [...] qui ont conduit à chaque fois à chercher l'hégémonie de l'un sur les autres. Ils nous ont conduits à chaque fois à de mauvaises décisions. La France elle-même au début de ce siècle, alors qu'elle allait bien, avait pensé qu'il n'était pas besoin de se réformer elle-même et qu'il n'était pas besoin de répondre aux propositions européennes faites par l'Allemagne parce que cette Europe nous allait bien, elle nous était bénéfique. Ce fut une erreur.

L'Europe qui est la nôtre [...] ne peut plus fonctionner sur des hégémonies successives. Elle ne peut se bâtir que sur une solidarité constante. [...] Chaque Etat a à mener ses réformes, sa part de

responsabilité, ses propres décisions, mais nous avons aussi une solidarité entre nous, cette solidarité dont l'Allemagne au moment de la réunification a pu bénéficier et ce qui était le devoir de l'Europe, pour que l'Allemagne puisse passer ce pas, être plus forte et occuper le rôle qui est aujourd'hui le sien, cette solidarité que nous devons aujourd'hui avoir sur le sujet des migrations au sein de l'Europe, cette solidarité que nous devons avoir sur les sujets financiers au sein de l'Europe, à l'égard des pays qui aujourd'hui encore ont une jeunesse dont le taux de chômage atteint 30, 40, 50% : ces solidarités-là, nous devons les rebâtir !

Sinon à chaque fois, nous prendrions le risque de céder à la sirène de celui qui a déjà, oubliant la précarité de ces hégémonies européennes. C'est pourquoi je crois dans un **budget européen** beaucoup plus ambitieux, dans lequel la France prendra sa part de contribution qui porte la force de nos politiques historiques mais aussi ces politiques nouvelles qu'a évoquées à l'instant la chancelière, qui portera une ambition pour défendre l'État de droit, défendre une convergence économique, fiscale, sociale et une vision cohérente de notre Europe, celle qui correspond à l'ambition des pères fondateurs comme de ceux qui ont fait l'Acte unique. C'est pour cela que je crois à une **zone euro plus forte**, plus intégrée, avec un budget propre permettant les investissements et la convergence parce que c'est le seul moyen de permettre à tous les États qui souhaitent aller de l'avant, d'aller en cette direction.

Le **troisième impératif** qui est le nôtre, mes amis, c'est : **n'ayons pas peur**. N'ayons pas peur du monde dans lequel nous vivons, n'ayons pas peur de nos principes, n'ayons pas peur de ce que nous sommes et ne le trahissons pas. Nous sommes aujourd'hui face à toutes ces colères, ces incertitudes, confrontés à des tentations et parfois les pires, celle d'abandonner les fondements mêmes de nos démocraties et de nos États de droit. Ne leur cédon rien, rien !

Il n'est pas vrai qu'on réponde au vent mauvais en ayant de la complaisance pour ceux qui, par le passé, nous ont déjà conduits parfois par faiblesse, par silence, à trahir ce que nous sommes ; ne cédon rien dans l'Union européenne comme au sein du Conseil de l'Europe à l'État de droit, à toutes ces règles. Ne cédon rien à la vitalité de nos démocraties et de nos débats démocratiques, aux contestations qui les animent, à leurs forces, à la civilité de ce qui est notre Europe.

Cette civilité, c'est celle de l'Europe des cafés, des débats, des universités, du conflit d'idées, de l'opposition d'idées qui refuse la violence d'Etat comme la violence de rue mais qui croit à la force de la vérité parce qu'elle croit à la force de la confrontation démocratique des idées.

C'est pour cela que je crois à la volonté de l'intelligence, à la volonté de la culture, car oui, il s'agit bien de volonté. Il y a toujours ce marasme, cher Anselm KIEFER, que nous évoquions hier, il est toujours là, sous nos pieds et il faut cette volonté de l'intelligence, du beau, de la culture, non pour le faire oublier, mais pour y porter des brèches, cette brèche dans laquelle nous vivons depuis 70 ans, qui ne sont pas des évidences, qui ne sont pas l'état naturel de l'humanité européenne, qui sont une exception liée à notre force d'âme. Donc oui, se battre pour une Académie européenne de la culture, se battre pour les universités européennes, se battre pour la traduction, se battre pour la circulation des œuvres d'art, se battre pour réinventer chaque fois ce débat esthétique, critique, intellectuel dans notre Europe, ce ne sont pas des belles idées réservées, pardonnez-moi, uniquement à quelques intellectuels, ce sont des idées essentielles pour nos sociétés, pour notre jeunesse parce que c'est la force d'âme de cette brèche ouverte il y a 70 ans, qui est notre combat plus encore aujourd'hui qu'hier !

Le Proche-Orient, le Moyen-Orient, l'Afrique nous regardent. Ils regardent cette voie, ils regardent cette capacité à ne pas avoir peur, à ne pas avoir peur de l'autre et à porter ce qui a toujours été au cœur de notre vocation une part de l'universel. Nous étions tout à l'heure pour cette messe dans cette cathédrale dont l'octogone, original, rappelle comment ici dans ce lieu il y a plus de 1 200 ans, certains ont voulu faire écho à Ravenne, Constantinople et certains autres ensuite à toutes les capitales européennes. Jérusalem était présent à l'étage. Le monde a toujours été pensé à travers l'Europe dans cette capacité à ne pas avoir peur, à échanger des idées, les confrontations. J'évoque ces périodes sans naïveté, nous avons ensuite changé mais c'est cela l'Europe, c'est cette capacité à chaque fois à se porter dans un dialogue de l'universel, à être en médiation de l'universel.

[...]

Ne pas avoir peur, enfin de nous-mêmes, nous délivrer de nos propres tabous : c'est de ne pas avoir peur entre nous ; c'est ne pas avoir peur l'un de l'autre ; c'est ne pas avoir peur parfois de nos propres fétiches. En France, il ne faudrait plus changer les traités, il ne faudrait d'ailleurs parfois plus baisser la dépense publique et on a – chère Angela, je crois que tu le sais – classiquement une préférence pour la dépense publique plutôt que pour la norme, eh bien, acceptons de bousculer ces fétiches et n'ayons pas peur de dire : oui, pour avancer en Europe, nous devons un moment être prêts à bousculer les traités et

les changer et prendre ce risque démocratique. Oui, je suis prêt à dire que nous devons faire des réformes en profondeur et des transformations pour baisser la dépense publique qui est la seule condition pour avancer dans cette Europe et davantage respecter la norme, construire ces règles communes mais de la même façon en Allemagne, il ne peut pas y avoir un fétichisme perpétuel pour les excédents budgétaires et commerciaux parce qu'ils sont toujours faits aux dépens de certains autres.

Et donc n'ayons pas peur là maintenant de dépasser nos propres tabous, nos propres habitudes précisément parce que nous avons à nous battre pour quelque chose qui est plus grand que nous-mêmes ! Nous avons à nous battre, non pas pour les intérêts de nos pays ou la préservation d'un Etat ponctuel de l'Europe, non ! Nous avons à nous battre pour reforgier une Europe nouvelle, plus forte et, avec elle, porter cette part d'universel qui aujourd'hui est dans les mains de l'Europe.

Enfin, le **dernier impératif** à mes yeux c'est : **n'attendons pas**. C'est : maintenant ! Nous nous sommes pendant longtemps attendus, il se peut même, n'est-ce pas, cher Joschka, que nous nous soyons parfois manqués. Les torts sont partagés mais aujourd'hui nous n'avons plus le droit ; aujourd'hui, n'attendons pas pour faire le choix de l'Europe parce qu'avec le choix de l'Europe, c'est en même temps celui, nous le voyons bien et nous l'avons l'un et l'autre rappelé, le choix de l'Occident qui sera fait. C'est cela aussi ce que nous portons, la capacité que nous aurons à faire des choix clairs, ce sera non seulement celle d'avancer vers une Europe, peut-être à quelques-uns pour un temps, peut-être par un cercle plus intégré parce qu'elle a toujours avancé ainsi et c'est une porte ouverte, et Boiko BORISSOV comme Petro POROCHENKO le savent, je ne crois pas dans une Europe cadenassée qui aurait prédéfini un club de quelques-uns, mais je ne crois pas non plus dans une Europe qui peut perpétuellement attendre que 28 hier, 27 demain ou d'autres après-demain soient tous d'accord sur absolument tout.

Il nous faut acter - parce que c'est toujours ainsi que nous avons avancé - que quelques-uns aient la force d'âme, le caractère, la volonté d'aller de l'avant, si les règles sont claires : les portes sont ouvertes pour que chacun, le jour où il le voudra et le pourra, puisse les rejoindre. Mais nous ne pouvons pas considérer que le choix de l'Europe serait toujours le choix du seul dénominateur commun, le choix du moindre risque, le choix du plus petit pas à la dernière minute, non ! Il nous faut construire un choix ambitieux en redonnant une vision et une vision à 30 ans à nos concitoyens qui permettra ensuite ces petits pas et ces progressions parce qu'eux, ils ont besoin d'un cap, parce que les nationalistes sont clairs, parce que les démagogues sont clairs, parce que les peurs sont claires. Les volontaires de l'Europe doivent l'être tout autant avec force, avec ambition !

Alors, engageons-nous ensemble dans une Europe qui protège et qui porte cette ambition, une Europe du numérique et de la transformation énergétique et climatique, du renforcement de la zone euro, d'une politique commerciale plus protectrice et cohérente avec nos objectifs sanitaires et environnementaux, une politique migratoire plus unifiée, une convergence sociale, fiscale, démocratique, une politique de l'intelligence, de la recherche, de l'innovation avec cette méthode nouvelle, celle de la volonté et ce qui va sans doute avec celle d'une forme de prise de risque. [...]

L'Europe est une utopie, c'est une utopie, mais vous êtes là. Donc cette utopie, elle existe. Quand Denis de ROUGEMONT il y a près de 70 ans, proposait un pas formidable, avec une charte des droits, on disait « c'est un intellectuel, c'est un poète ceci n'existera pas » et nous l'avons fait, peut-être fallait-il être homme de lettres ou artiste pour l'oser. Les utopistes sont des pragmatiques et des réalistes.

[...]

Alors mes amis, ayons aujourd'hui mais plus encore demain et après-demain cette force d'âme de vouloir cette Europe, cette Europe qui a fait ce temps carolingien où nous nous trouvons aujourd'hui non pas pour honorer une symphonie écrite hier mais pour continuer à écrire cette partition inachevée qui est la nôtre parce que c'est notre défi, parce que c'est notre devoir, parce que c'est sans doute notre vocation et parce que j'ai la conviction profonde qu'elle se décide maintenant ! »

X – Conférence de presse conjointe avec G. Conte - (Italie) 15 juin 2018

Sur le sujet des migrations, il y a d'abord des drames humains, des vies humaines, des situations individuelles, des trajectoires profondément subies qui se jouent et nous ne devons jamais perdre de vue le devoir collectif qui est le nôtre. Je n'oublie pas aussi sur ce sujet ce que l'Italie a eu à subir depuis 2015, avec des arrivées massives, en 2015 et 2016, en particulier venant des côtes d'Afrique du

Nord et de cette voie centrale de Méditerranée. Et je veux ici aussi rappeler la réalité des sujets parce que j'ai entendu beaucoup de contre-vérités sur les chiffres et la réalité de ce que nous avons à vivre. L'Italie a eu à subir beaucoup d'arrivées directes, mais par un travail extrêmement important, ces arrivées se sont réduites et le premier semestre de l'année 2018 a été marqué par une baisse de 77% des arrivées venant d'Afrique du Nord et en particulier de Libye. Et la France elle-même n'est pas un pays qui tire profit du système collectif européen et en particulier de ce qu'on appelle les règles de Dublin puisque nous sommes un pays vers lequel de plus en plus de femmes et d'hommes arrivant que ce soit par les routes de l'Ouest, du Centre ou de l'Est viennent. Et là-dessus, je veux ici rappeler les chiffres : si l'Italie, durant les quatre premiers mois de l'année 2018, a eu 18.000 demandes d'asile, la France en a eu 26.000. La France en a eu quasiment 100.000 l'année dernière et l'Italie 129.000. Et donc beaucoup de gens font des erreurs en confondant tous les chiffres mais nous sommes aussi un pays de demandes d'asile d'arrivées parce que nous sommes un pays, non pas d'arrivées premières, ce qui est le grand défi de l'Italie pour en particulier les voies méditerranéennes mais un pays vers lequel des femmes et des hommes qui ont pu essuyer un premier refus ou un premier enregistrement dans un autre pays de Schengen, viennent pour demander à nouveau l'asile.

Et donc la France comme l'Italie ont aujourd'hui à gérer cette crise migratoire. Et nous avons à apporter des réponses ensemble et je crois que toute notre discussion a permis d'abord d'illustrer cette responsabilité commune et cette volonté commune de faire ; cette volonté d'avoir tout à la fois plus d'humanité et d'efficacité dans le traitement de ce sujet et d'avoir ensemble une approche coopérative et de prôner des solutions européennes. Je crois très profondément que sur ce sujet, il ne saurait y avoir une réponse nationale ; la bonne réponse est européenne mais la réponse européenne actuelle n'est pas adaptée et la solidarité européenne actuelle, en particulier ces dernières années à l'égard de l'Italie, n'a pas été au rendez-vous.

Aussi sur ce sujet avons-nous décidé d'avancer sur plusieurs voies : la première, de renforcer le travail partenarial que nous pourrions faire avec plusieurs autres États membres à l'égard des autres pays de la Méditerranée et en particulier de la rive sud de la Méditerranée. Nous avons commencé un travail ces dernières années de coopération, de formation, de développement, il nous faut le poursuivre et l'intensifier, y compris en prenant des initiatives nouvelles et notre souhait est de pouvoir ensemble commencer un travail qui doit d'ailleurs associer l'Espagne, également l'Allemagne et j'aurai à échanger avec la Chancellerie dans les prochaines heures avant le sommet et le Conseil des ministres franco-allemand de mardi prochain – le président du Conseil CONTE sera lui-même en Allemagne lundi - et donc nous souhaitons avec nos partenaires pouvoir lancer des initiatives concrètes complémentaires qui permettront de mieux prévenir ces flux et d'avoir une vraie réponse humanitaire parce que la réponse humanitaire ne commence pas lorsque des bateaux arrivent dans nos eaux ; elle commence le jour où des femmes et des hommes sont mis dans la situation de devoir prendre la mer et risquer leur vie. Et donc cette coopération doit être encore renforcée, même si nous avons déjà pris plusieurs initiatives en ce sens ces dernières années.

Et à ce titre, nous continuerons aussi notre coopération politique sur des sujets comme la Libye et je veux à nouveau remercier le président du Conseil pour la bonne coopération que nous avons eue politiquement lors de la conférence organisée par Paris et un suivi que nous allons faire ensemble pour que nous puissions organiser des conférences de suivi sur ce sujet extrêmement important.

Notre volonté est aussi que nous puissions avancer ensemble sur – je l'ai proposé il y a quelques mois - une plus grande protection commune de nos frontières, un investissement plus grand de l'Europe sur ce qu'on appelle le dispositif Frontex et une convergence de nos systèmes d'asile. Cette réforme est indispensable si nous voulons véritablement avancer et progresser et elle ne saurait être simplement à la charge des pays d'arrivées premières en Union européenne ; et sur ce sujet, j'ai toujours soutenu la position italienne et ça fait partie des propositions que j'ai pu faire à l'automne dernier.

Enfin, nous souhaitons pouvoir avancer ensemble avec nos partenaires dans les mois qui viennent également, sur une refonte en profondeur du système dit de Dublin, pour pouvoir mieux articuler les règles de responsabilité et de solidarité. Aujourd'hui, le système actuel ne marche pas ; les systèmes de solidarité qui ont à un moment été voulus par quotas, on le voit bien, ne permettent pas d'avoir des résultats satisfaisants ; il nous faut donc trouver des mécanismes adaptés qui permettent la responsabilité de chaque Etat lorsque des ressortissants non Schengen arrivent sur son sol mais qui permettent aussi une solidarité pour que la situation géographique qui est la nôtre ne nous mette pas dans des situations politiques intenable. Et donc sur ce sujet, je crois que nous partageons la volonté

aussi de porter pour le Conseil du mois de juin, des initiatives communes et de travailler avec nos partenaires en ce sens.

Nous avons, je l'ai dit, durant l'année qui vient de s'écouler, obtenu des résultats très probants. Nous pouvons améliorer la situation et nous devons l'améliorer et ma conviction est que sur ce sujet des migrations, il nous faut porter sur le plan pratique, sur le plan politique, des initiatives profondes en coopération européenne dans les semaines qui viennent pour véritablement faire face à la crise qui est la nôtre.

XI - Conférence de presse conjointe avec P. Sanchez – (Espagne) 23 juin 2018

La France et l'Espagne partagent la même stratégie pour **répondre avec efficacité et humanité à l'arrivée de migrants** et cette stratégie repose sur **trois piliers** qui sont également indispensables.

- Le premier, c'est le renforcement de notre soutien et de notre coopération avec les pays d'origine et de transit et je dois à cet égard saluer la coopération que l'Espagne a su nouer avec plusieurs pays d'Afrique. Lors du sommet du 28 août dernier que la France avait organisé, l'Espagne était présente et nous avons pu mener plusieurs actions concrètes et je souhaite que nous puissions poursuivre sur ce point avec tous les pays, en particulier d'Afrique qu'ils soient pays d'origine ou de passage de ces migrants. C'est à la fois une politique de développement, une politique de sécurité partenariale, politique aussi de lutte contre les trafiquants comme nous avons commencé à le faire avec efficacité dans le Sahel.

- Le deuxième pilier, c'est le renforcement de *Frontex* et donc de la protection extérieure de l'Union européenne, de l'espace Schengen qui, je crois, fait peu à peu consensus, cela fait partie des propositions que j'avais pu faire à l'automne dernier. Donner plus de moyens humains, matériels juridiques, protéger les frontières et faciliter le retour des migrants qui ne relèvent pas du droit d'asile est une réponse indispensable à la situation que nous connaissons et qui est aussi une attente légitime de nombre de pays de première arrivée en Europe.

- Enfin, la réorganisation de l'accueil et le traitement des migrants en Europe, selon des principes de responsabilité et de solidarité est le troisième pilier de la stratégie que nous voulons promouvoir. En la matière, je veux là aussi souligner l'excellente coopération que nous avons avec l'Espagne et que nous avons eue sur le cas particulier de l'*Aquarius*. Je salue la décision du président du gouvernement espagnol d'accueillir le bateau et d'avoir accepté cette solution de solidarité européenne, arrangée si je puis dire dans la hâte, mais qui a permis à l'OFPRA, donc l'Agence française en charge des réfugiés, demandeurs d'asile, de se rendre en Espagne et de travailler en lien avec vos services pour que la France puisse prendre sa part des demandeurs d'asile qui aujourd'hui sont sur votre territoire.

Mais ce que nous souhaitons, c'est de pouvoir gérer les choses non pas au cas par cas, mais de proposer véritablement un schéma clair de solidarité qui permette de répondre à ce défi. La proposition que nous discuterons demain - mais sur laquelle nous avons l'un et l'autre une position commune - c'est d'une part que le débarquement respecte les règles et principes humanitaires du secours (en la matière, c'est le port sûr le plus proche) c'est qu'ensuite, dès le débarquement, nous puissions prévoir des centres fermés sur le mode de ce que propose le HCR avec des moyens européens, organiser des procédures rapides d'examen des situations, reconduire rapidement ceux qui n'ont pas droit à l'asile et partager l'accueil des autres. C'est ça, l'esprit d'une vraie solidarité européenne organisée sur le mode de ce que propose le HCR avec des éléments pratiques extrêmement concrets et j'espère que nous pourrons dans les prochains jours acter d'une décision européenne commune qui est la seule qui permettra de répondre efficacement et humainement au drame que nous sommes en train de vivre.

XII - Déclaration du Président de la République à l'occasion de la conférence de presse au Conseil Européen (30/06/2018) - Extraits sur les migrations

Le deuxième grand sujet sur lequel je voulais évidemment revenir et qui a occupé une bonne part de l'actualité européenne, c'est celui des migrations. Nous vivons sur ce sujet, comme nous l'avons vécu sur d'autres, il y a quelques années, des temps troublés et de ces moments où l'Europe doit savoir

trouver l'unité et l'efficacité. Si nous regardons avec lucidité le sujet des grandes migrations, il a connu une crise réelle, autour des années 2015, avec les arrivées massives de personnes exilées principalement du Proche et Moyen-Orient, une tension forte avec les arrivées venant par la route de Méditerranée centrale. À partir de *Mare Nostrum* et l'année dernière, les arrivées premières en Europe se sont fortement réduites. Si je ne prends que la route de Méditerranée centrale, elle s'est réduite de 80 % cette année par rapport à l'année dernière, parce qu'il y a eu déjà un travail, un engagement fort.

Je ne mésestime pas la pression migratoire qu'il y a aujourd'hui sur l'Europe, du fait justement de toutes ces arrivées et nous avons un peu plus d'un million et demi de personnes qui sont arrivées sur le sol européen depuis le début de cette crise.

Néanmoins, cette situation ne sera pas réglée du jour au lendemain. Dans la durée, nous continuerons à avoir une pression migratoire, compte tenu des inégalités qui existent entre l'Europe et l'Afrique, compte tenu de la dynamique démographique de l'Afrique, compte tenu des zones de conflits, diverses et variées en Afrique comme au Proche et Moyen-Orient.

Il ne faut donc sur ce sujet céder en rien aux promesses éphémères. En rien. Je sais sur ce sujet combien l'émotion peut nous emporter. Elle me touche comme vous. Mais l'émotion d'un jour ne doit pas guider une action qui, dans la durée, doit se construire.

Cette action dans la durée, à mes yeux, elle doit permettre, premièrement, une Europe à la hauteur de son Histoire et de ses valeurs. Il y a des choses sur lesquelles l'Europe ne peut, ne doit compromettre ses grands principes, ceux qui l'ont faite, qui sont, pour ce qui est de la France, dans sa Constitution, je pense en particulier au droit d'asile, à la protection des femmes et des hommes qui courent un risque vital dans leur pays en raison de leurs opinions religieuses ou politiques ou compte tenu de la situation de guerre de leur pays.

Le droit d'asile, ce n'est pas la totalité du phénomène migratoire et il est important de le rappeler. Cela ne veut pas dire accueillir toutes les personnes, quelles que soient les circonstances de leur arrivée. Mais en rien nous ne devons compromettre sur ce principe.

Le deuxième élément qui doit nous guider, c'est l'efficacité. Il y a une cohésion européenne à tenir et donc une légitime protection de nos frontières, une légitime organisation, pour que les cohésions nationales ne cèdent pas et que nous ne laissions monter les peurs et avec elles les extrêmes dans les différents pays européens. Donc, ne céder en rien non plus à des irénismes d'estrade. Nous devons avoir une réponse qui soit explicable, acceptable par nos populations. Enfin, c'est l'efficacité qui est indispensable dans la durée pour prévenir ces mouvements et répondre à ce défi.

Face à la situation que nous connaissons aujourd'hui, il y avait plusieurs choix. Le choix de politique nationale et de repli nationaliste, il était poussé par certains. Il devait conduire mécaniquement à l'absence d'accord, c'était d'ailleurs la menace réitérée. Il y avait de l'autre côté le choix de la coopération, d'un travail européen, d'un accord européen pour continuer à avancer. C'est cette seconde voie qui l'a emporté lors de ce Conseil et je m'en réjouis.

Nous n'avons pas cédé à la fascination du pire. Nous sommes revenus aux faits, aux éléments indispensables de responsabilité et de solidarité qui doivent continuer à construire notre Europe et nous avons pu ainsi bâtir – je crois pouvoir le dire – un accord important, qui n'est qu'une étape, reposant sur un agenda complet, comme nous l'avions souhaité.

Cet accord s'est construit autour de trois volets : le volet externe, la protection des frontières et la solidarité interne. Le volet externe faisait partie des propositions de la présidence et a permis d'acter la mise en place de plateformes de débarquement, que nous soutenons collectivement et que nous avons d'ailleurs, dans les faits, déjà pratiqué. C'est exactement ce que la France, avec quelques autres, a pu pratiquer à la fin de l'été dernier, en Libye, ce que nous avons aussi pratiqué avec le Niger. Cela suppose l'accord des pays en question. Cela suppose un travail important, d'une part avec le HCR et l'OIM, mais également avec l'Union africaine et l'ensemble des parties prenantes.

Nous avons su le faire à plusieurs reprises, à la fin de l'été dernier, lors de la crise l'hiver dernier, je veux ici saluer le rôle que l'Union africaine avait eu, suite aux images terribles que nous avons vues des camps en Libye. C'est donc dans ce cadre que cette proposition est faite. Ces plateformes de débarquement ont un intérêt, elles permettent de protéger davantage les personnes, puisqu'elles leur évitent de prendre le risque de traverser en particulier la Méditerranée et elles permettent, dans un cadre structuré par le HCR et l'OIM, d'aller apporter la protection et reconnaître, instruire les dossiers de demande d'asile qui peuvent exister, en envoyant nos équipes sur place.

Il est évident que sur ce sujet, c'est à chaque fois sous l'autorité des pays concernés que la mise en œuvre peut se faire. Sur ce point, nous avons également acté d'un renforcement de nos actions avec les différentes forces de sécurité, je pense tout particulièrement aux gardes-côtes libyens dans les eaux

libyennes, qui continuent à intervenir et qui, depuis un an, ont accru leurs interventions, ce qui est là aussi une manière efficace de prévenir des embarcations de fortune et tous les risques pris par certaines personnes et de mieux protéger la frontière commune.

Le deuxième axe de nos discussions a été évidemment le renforcement de la frontière commune de l'Europe. Nous avons rappelé déjà dimanche dernier – nous l'avons reconfirmé – notre engagement à, là aussi, accélérer le déploiement de *Frontex* et de forces supplémentaires.

Nous avons traité longuement du problème des pays de première arrivée. Sur ce sujet, c'est pour moi aussi l'un des points importants de l'accord qui a été trouvé et qui repose sur une proposition que nous avons faite, avec les Espagnols, lors de la visite du Premier ministre SANCHEZ.

De quoi s'agit-il ? Depuis le début de la crise politique italienne, la question est posée de savoir si nous pouvons dédouaner un pays de la responsabilité. Ce qui n'est pas conforme aux Accords de Dublin. Nous avons acté hier que les accords continuaient à exister et à demeurer et que la notion de pays de première arrivée ne pouvait être supprimée.

Néanmoins, nous apportons une réponse en termes de solidarité à cette responsabilité réaffirmée à travers les centres contrôlés en Europe. Ces centres ont pour intérêt d'aider les pays de première arrivée à organiser, avec un financement, une organisation européenne, l'accueil des migrants, l'instruction des dossiers et la reconduite vers leur pays d'origine des personnes qui ne sont pas admises à la protection de l'asile. Aujourd'hui, la charge, de fait, en incombe largement au pays.

Le Premier ministre grec s'est d'ailleurs exprimé sur ce sujet très clairement pour dire – je pense qu'il le redira lui-même avec encore plus de clarté – qu'il était favorable à ce dispositif et qu'il allait l'appliquer. Quand on voit ce que la Grèce justement organise, porte, ces centres répondent à une solidarité nécessaire, sans modifier les règles de responsabilité collective.

C'est une réponse apportée, à mes yeux, à la demande italienne, c'est un compromis que nous avons trouvé : nous ne changeons pas les règles du droit international maritime, nous ne changeons pas les règles de responsabilité qui prévalent dans notre droit. Mais nous apportons plus de solidarité à travers ces centres contrôlés et également plus d'efficacité pour le retour vers le pays d'origine.

XIII - Discours du Président de la République devant le Parlement réuni à Versailles – 9 juillet 2018

Ni les défis commerciaux ni les défis du climat ni les défis de la défense ni les défis économiques et monétaires ne peuvent se relever dans l'isolement et encore moins le défi migratoire que j'évoquais à l'instant. En ces matières, la solution véritable ne peut être que dans la coopération européenne.

Et c'est au cœur de ces interrogations que se joue l'Europe de demain. Elle sera nécessairement une Europe des peuples. Peut-être les 28 peuples qui composent l'Union n'avanceront-ils tous pas au même rang, au même pas, mais ils se montreront capables d'agir ensemble dans des circonstances exceptionnelles, face à des défis qui nous confrontent au plus vif de ce que nous sommes. Au sein de cette Europe, la France fait entendre sa voix avec un projet clair, celui que j'ai présenté en octobre dernier à la Sorbonne, celui d'une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique, celui d'une Europe qui sera portée par une coalition de volonté et d'ambition et plus paralysée par l'unanimité capturée par quelques-uns.

Mais il faut aussi le dire clairement, la frontière véritable qui traverse l'Europe est celle, aujourd'hui, qui sépare les progressistes des nationalistes.

Et nous en avons pour au moins une décennie. Ce sera difficile mais le combat est clairement posé. Il sera au cœur des enjeux de l'élection européenne de 2019 qui appartient à ces scrutins qui sont aussi des tournants. Et comme au cœur de toutes menaces naît une grande opportunité, c'est sur cette crise que nous fonderons les clés de la puissance européenne, de l'indépendance européenne, de la conscience européenne de demain après 70 ans de paix qui nous ont trop souvent conduits à perdre de vue le sens même de l'Europe.

La crise que nous traversons, nous dit une chose : l'Europe des assis, l'Europe des assoupis est terminée. Un combat est en train de se livrer qui finira le projet de l'Europe à venir, celui d'un repli nationaliste ou celui d'un progressisme contemporain.

XIV - Conférence de presse du P^{dt} de la République à la fin du sommet européen informel - Salzbourg (20 septembre 2018)

Sur la question migratoire, nous avons quatre défis à relever. Le premier, c'est la question des arrivées qui sont cette année en moins grand nombre que l'année précédente ou que ce que l'Europe a pu connaître en 2015, par exemple, mais qui continuent, en particulier par la voie occidentale, par le Maroc et l'Espagne, et la voie orientale. Et donc, régler le problème des arrivées qui se poursuivent, en particulier pour les migrants illégaux.

Deuxième point, c'est la question du retour. Aujourd'hui, ce qui pèse en réalité sur plusieurs pays européens – je prends, par exemple, le cas de l'Italie qui a manqué de solidarité européenne ces dernières années –, c'est la présence de 500 à 600.000 migrants qui ne sont pas en situation d'obtenir l'asile et qu'on doit raccompagner chez eux.

Le troisième sujet réel qui pèse sur l'Europe sur le plan migratoire, c'est ce qu'on appelle les mouvements secondaires. Si, par exemple, en 2017, l'Allemagne et la France ont été les principaux pays de demande d'asile, ce n'est pas parce que des non-Européens arrivaient dans ces pays, c'est parce que des gens qui avaient demandé l'asile dans d'autres pays y étaient rentrés, circulent au sein en particulier de l'espace Schengen et arrivent et le redemandent bien souvent en France et en Allemagne. Et donc c'est le troisième sujet, celui des voies secondaires.

Et puis, nous avons un quatrième sujet politique à régler, celui-ci qui est principalement le sujet de sensibilité italien : les arrivées venant de la Libye. Je dis qu'il est politique parce que les flux ont fortement diminué durant les mois passés et que c'est essentiellement un sujet lié à des choix unilatéraux de certains.

Je veux bien distinguer ces quatre points pour toujours vous rappeler de quoi on parle et les sujets que nous avons à traiter. Face à cela, il y a eu dans la discussion d'hier, qui a été à mes yeux beaucoup plus apaisée, ouverte, analytique que celle que nous avons pu avoir en juin dernier, des éléments de convergence que nous avons largement poussés.

D'abord, je crois qu'il y a une convergence forte pour renforcer nos discussions et notre dialogue avec les pays d'origine de transit, en particulier pour ce qui est de l'Afrique. Je rappelle que l'Union européenne a déjà un plan d'investissement de 44 milliards € avec l'Afrique, un peu plus de 22 ont déjà été décaissés ou sont en cours de décaissement. Il faut donc poursuivre ce travail mais avoir un dialogue complet avec les pays d'origine et de transit pour pouvoir, d'une part, par notre politique de développement, éducative... prévenir les départs, pour d'autre part, dans le cadre de cette relation, lutter beaucoup plus efficacement contre les trafiquants parce que derrière ces mouvements, il y a des réseaux organisés de trafiquants et pour améliorer notre politique de retour vers les pays d'origine qui, comme je le disais, manque d'efficacité.

Donc, nous avons décidé de, d'abord, renforcer notre coordination sur ces trois volets de la discussion avec les pays africains et de donner mandat à la présidence pour, en particulier avec les pays de transit que sont les pays frontaliers avec la Méditerranée, organiser un dialogue au nom de l'Union européenne – ça a été commencé il y a quelques jours avec l'Égypte – mais poursuivre celui-ci. En aucun cas ce dialogue ne saurait promouvoir des solutions qui ne sont pas conformes à nos valeurs et nos droits, en particulier des plateformes de débarquement qui ne seraient pas conformes à ce que promet le HCR, mais c'est un dialogue pertinent, utile pour justement réussir à être plus efficace.

Le deuxième sujet important en termes migratoires, au-delà de ce dialogue avec l'Afrique, c'est le renforcement de nos frontières communes. Il a pu y avoir des voix divergentes ou dissonantes qui se sont élevées sur ce sujet mais il y a quand même eu un large consensus pour avancer sur la base de la proposition faite par la Commission européenne de renforcer Frontex, c'est-à-dire l'agence européenne de protection de nos frontières.

Nous avons en effet un espace de libre circulation, nous en avons tous les avantages. Si nous voulons mieux protéger nos concitoyens, ce qui est ce que nous recherchons, il faut investir, nous organiser mieux pour protéger nos frontières communes. Et à ce titre, je soutiens pleinement la proposition de la Commission européenne et je crois que c'est d'ailleurs la seule réponse cohérente aux défis que nous avons.

Troisième sujet sur lequel il y a eu une forte convergence, c'est la proposition faite par la Commission européenne d'accélérer la directive sur les retours. Je l'évoquais tout à l'heure pour

souligner le manque d'efficacité que nous avons sur ce point, cela passe par un dialogue réorganisé avec les pays d'origine en Afrique, mais ça passe aussi par un changement de nos règles. La Commission a fait des propositions efficaces en la matière, je souhaite qu'elles puissent être adoptées dans les meilleurs délais et il y a eu là aussi une forte convergence sur ce point.

Enfin nous souhaitons avancer – et la Commission s'est montrée positive, encourageante sur ce point – sur la réforme en profondeur de Dublin, c'est-à-dire nos règles internes pour organiser au sein de notre espace la responsabilité et la solidarité. Toutefois, avec l'Allemagne et quelques autres pays, nous avons indiqué qu'évidemment, notre priorité restait de mettre en place un mécanisme durable, organisé de prise en charge solidaire des migrants en besoin de protection qui sont sauvés en mer tout en respectant notre droit, c'est-à-dire le débarquement dans le port sûr le plus proche, et en reconduisant rapidement les personnes qui n'ont pas vocation à l'asile. Et nous avons indiqué notre disponibilité à travailler à ce mécanisme dès les prochains jours et semaines avec les Etats qui souhaiteraient avancer.

Sur la question du « Brexit », le Gouvernement britannique a proposé un certain nombre d'avancées cet été dans son plan de Chequers. Les propositions faites en l'état aujourd'hui ne sont pas acceptables, tout particulièrement dans le domaine économique et, en l'état, le plan Chequers ne saurait être un plan à prendre ou à laisser.

Nous nous devons de défendre le marché unique, sa cohérence et nous avons réaffirmé notre volonté de ne rien céder sur ce point. C'est à la fois notre intérêt de court terme mais aussi de moyen et long termes. C'est un intérêt vital, politique, économique pour l'Union européenne. Vital parce que c'est ce qui fait la cohérence de son fonctionnement chaque jour, politique parce que c'est ce qui fait notre crédibilité quand nous échangeons avec les autres puissances.

Alors il faut maintenant utiliser les prochaines semaines pour avancer dans le respect de nos intérêts fondamentaux que sont l'intégrité du marché unique, la force du projet européen et l'unité de l'Irlande.

Discours du président de la république au salon international de l'agriculture

23 FÉVRIER 2019

Aujourd'hui, c'est un nouveau combat que je souhaite avec vous engager.

Devant vous, jeunes agriculteurs venus de tout le continent, je suis venu évoquer une politique sans laquelle nos actions nationales seraient inefficaces, une politique sans laquelle l'agriculture française ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui : **je suis venu vous parler de la politique agricole européenne**. Je crois en la force du modèle français et je suis comme vous un patriote de notre agriculture. Je crois dans la force de notre terroir et l'attachement que beaucoup d'entre vous ont à leur région, la force de leur territoire, les AOC, les AOP ou tout ce qui fait notre fierté. Mais je sais aussi que cette force de nos terroirs, de notre pays, ne serait pas la même sans notre Europe. Et je sais que l'avenir de ce terroir français, de ces terroirs français passe par une politique agricole européenne protectrice, pragmatique, ambitieuse dont nous avons besoin.

Pour cela, il y a, si je puis dire, une exigence première, une exigence d'unité.

Il s'agit pour moi d'un enjeu crucial. L'Europe agricole, qui reste à ce jour la première puissance mondiale, l'Europe agricole, qui assure à tous les peuples une alimentation saine et sûre, l'Europe agricole qui porte haut cette civilisation du bien-manger, de la gastronomie et de l'art de vivre, l'Europe agricole qui, pour vous, pour moi, a toujours été une évidence, l'Europe agricole est aujourd'hui menacée.

Elle l'est depuis l'extérieur par des grandes puissances qui n'hésitent plus à adopter des stratégies offensives pour imposer leurs normes et leurs standards, par un ordre international qui, à force de considérer la nourriture comme une marchandise parmi d'autres, a fini par perdre son âme. Menacée, l'Europe agricole l'est aussi de l'intérieur, par ceux qui, au prétexte que la PAC serait imparfaite, qu'elle n'est pas leur priorité, voudraient la renationaliser ; qui, au prétexte qu'elle ne répondrait pas à tous les espoirs placés en elle, voudraient une PAC réduite aux acquêts.

Si je tenais à m'exprimer à l'occasion de ce Salon, quelques semaines avant les élections européennes et alors que la nouvelle PAC est en cours de discussion à Bruxelles, c'est donc pour exhorter à l'unité et à la mobilisation. Et je veux ici, tout particulièrement saluer la présence du Commissaire HOGAN, merci Commissaire pour votre engagement en la matière et la présence du Ministre, Commissaire BARNIER qui ne fait pas ça seulement pour l'unité de l'Europe dans le contexte du Brexit mais pour la force de notre Europe plus largement dans un monde qui parfois se disloque. Merci à vous deux d'être présents ce matin et, je le sais, de partager cette exigence d'unité. En menant ensemble ce combat, je suis venu vous dire, et à travers vous aux agriculteurs, aux dirigeants, aux peuples européens, que l'Europe agricole est un bien précieux qu'il nous faut préserver.

A tout prix. Car ne nous trompons pas : le vrai risque qui guette notre agriculture, ce n'est pas – comme on l'entend parfois - la concurrence entre Etats européens. Ce n'est pas, pour l'agriculture française, la concurrence des fruits espagnols pour les arboriculteurs, du porc allemand ou de la volaille polonaise pour les éleveurs. C'est un défi de chaque jour, je sais l'impatience que cela a créé parfois les distorsions qu'il faut corriger, non. Le vrai risque n'est pas là. Le vrai risque qui guette l'agriculture européenne, c'est, ce serait notre dépendance aux importations d'engrais phosphatés russes. C'est le fait que 70% du bétail européen soit nourri par du soja OGM importé et donc que le prix de nos œufs, de nos volailles, soit tributaire de l'augmentation du coût de ces matières premières qui ne manqueront pas sous l'effet de l'augmentation de la demande chinoise de se progressivement se faire. C'est ça le défi, c'est progressivement notre dépendance à l'égard d'un produit venant d'autres continents, d'autres puissances, notre dépendance pour notre propre production et notre souveraineté alimentaire à l'égard d'autres continents, d'autres puissances qui n'ont plus rien à voir avec la PAC ou une concurrence au sein de l'Europe. Mais dont les intérêts profonds peuvent être et seront inmanquablement, à la fin, divergents.

Alors, on peut bien sûr critiquer certains aspects de la stratégie européenne. Mais je suis sûr d'une chose : c'est que, sans la PAC, cette politique commune voulue par les pères fondateurs, les consommateurs européens ne bénéficieraient pas aujourd'hui d'une alimentation accessible et de qualité. Je suis sûr aussi que sans la PAC, l'Europe ne sera pas en capacité de faire valoir ses choix au monde.

Et donc, oui, **notre défi** ce n'est pas simplement, comme le voudrait certains, de liquider l'héritage de plus soixante ans de politiques agricoles communes, de céder au poison lent de la division. Mais **c'est bien de réinventer cette politique agricole commune aujourd'hui.**

Et c'est pour moi une question de souveraineté, de souveraineté alimentaire, environnementale, industrielle c'est-à-dire de pouvoir faire en tant que citoyen européen nos choix et que la jeunesse européenne puisse le faire. Si nous cédon à l'esprit de division, alors dans 5 ans, dans 10 ans, dans 15 ans, nous ne pourrions plus garantir à nos concitoyens une alimentation saine, en tout cas totalement traçable et indépendante en Europe. Nous ne pourrions plus garantir la cohérence d'une politique environnementale, nous imposerons à nos producteurs des normes de plus en plus dures. Mais nous serons dépendants d'intrants ou d'imports de puissance qui ne respecteront pas les mêmes règles. Et nous laisserons ainsi s'effriter des filières de l'emploi, des territoires qui dépendent de la force de cette politique commune. Aucun agriculteur, aucun consommateur ne souhaite demain être soumis aux normes, aux standards, aux prix et finalement au diktat des non européens. C'est pour cela par exemple que nous voulons porter un plan protéines ambitieux à l'échelle du continent. C'est revenir sur des décennies, on le sait, des équilibres, des dépendances et sur une histoire en particulier avec le continent américain. Et cela a été commencé au niveau européen, il y a plusieurs années, nous devons l'accepter c'est indispensable en France et en Europe. Pour pouvoir être pleinement indépendant et pour pouvoir construire la cohérence de nos filières.

C'est une question aussi de valeurs : nous cultivons en Europe une certaine idée du rapport entre l'Homme et la Nature, fondée sur le bien-manger, l'art de vivre, le respect de la faune et de la flore. Et je crois que personne ici ne veut y renoncer. Et défendre ces valeurs, c'est vouloir que celles-ci qui soient portées de manière inédites en Europe puissent prospérer.

Et vous le voyez, tous ces enjeux que je suis venu partager aujourd'hui avec vous, vous qui aurez à les mettre en œuvre, à décider des choix à prendre dans les mois à venir pour les dirigeants européens et vous qui aurez la tâche de réconcilier l'agriculture et la société dans toutes ses composantes.

La prochaine politique agricole européenne a d'abord besoin de cette unité. Ensuite, elle doit **tenir trois promesses pour sa jeunesse agricole.**

1. Une promesse de protection, des agriculteurs et des consommateurs.

2. Une promesse de transformation de notre modèle vers toujours plus de valeur et toujours plus d'écologie.
3. Une promesse enfin d'anticipation en misant sur la recherche et en assurant le renouvellement des générations. Et ce sont sur ces trois promesses, quelques mots que je voulais vous dire.

1. Une **promesse de protection** d'abord.

L'agriculture est un secteur fait d'engagé qui consacrent leur vie à garantir l'un des droits de l'homme les plus fondamentaux, se nourrir. Et cet engagement oblige. Et c'est pour cela que je le disais, il y a un instant, que notre alimentation, que la nourriture ne sera jamais une marchandise comme les autres. Cet engagement oblige la société à un devoir de protection vis-à-vis de toutes celles et tous ceux qui nous nourrissent. Et ce devoir de protection, ceux qui ont imaginé, puis appliqué, la Politique Agricole Commune ne l'ont jamais perdu de vue. Quelle que soit la forme des dispositifs déployés - quotas, aides directes - la PAC a toujours cherché à protéger les agriculteurs. Pour cette raison même, c'est une histoire qu'il nous faut poursuivre. Et si la France défend en ce moment à Bruxelles un budget ambitieux pour la PAC, un budget qui doit traduire les conséquences du Brexit mais pas plus et pas pour un euro de plus. Si la France défend ce budget à Bruxelles, c'est avant tout pour cela, pour que ce devoir de protection, que nous avons vis-à-vis de celles et ceux qui nous nourrissent, soit honoré, aujourd'hui comme hier. Et qu'on n'aille pas me dire que ce budget qui consiste à protéger viendrait protéger contre le changement ou du changement. Il faut ne pas avoir à regarder l'agriculture européenne et au premier chef, l'agriculture française pour voir les changements qui ont été effectués. Qu'on me dise combien de professions ont été ainsi bousculé par les changements depuis tant de décennies. Non, c'est précisément que ce ne sont pas des professions comme les autres, c'est précisément que ce ne sont pas des engagés comme les autres. Et ce qui ne veulent pas voir cela, nous font courir un risque fondamental, c'est de voir disparaître des filières entières et donc de construire notre dépendance. Là encore, à l'égard de l'extérieur.

Doit-on pour autant tout figer ? Doit-on renoncer à simplifier notre système, je ne crois pas. On peut protéger et réaffirmer cette ambition et vouloir et pouvoir faire mieux. En France et notre pays, je dois bien le dire, en est responsable, nous avons un système qui est trop complexe à cet égard. 9500 mesures agroenvironnementales. Bon courage. Doit-on ignorer les distorsions fiscales ou sociales qui existent entre les différents pays ? Bien sûr que non.

En même temps que nous garantissons les moyens financiers alloués à la PAC, nous devons sinon la refonder, au moins la faire évoluer très fortement.

L'enjeu principal, c'est de mieux prendre en compte les aléas comme les catastrophes climatiques, les chutes soudaines des prix, c'est de mettre en place, au niveau européen, une gestion performante du risque. La vraie protection est là. Celle-ci est en effet aujourd'hui imparfaite. Et j'ai dialogué avec nombre d'entre vous qui ont encore récemment vécu pour les uns une sécheresse très dure ou une sécheresse à nouveau si j'oserais, si j'ose le dire ainsi très dure, des inondations pour d'autres. Je vous ai vus pour certains la boule au ventre en guettant l'évolution de cours boursiers qui ne dépendent pas de vous, mais d'un marché aveugle adossé à la volatilité des prix qu'ils s'agissent du pétrole ou d'autres matières premières. C'est ça aujourd'hui la réalité de nos agriculteurs. C'est l'angoisse à l'égard de tant d'aléas face auxquelles on ne peut rien. On ne peut rien face à l'aléa climatique et on ne peut rien quand on est un agriculteur et qu'on a pas déjà de jours de congés face aux cours mondiaux dont on est dépendant pour produire et vendre. Et donc, face à tout cela et pour y remédier, **je prends ici l'engagement que soit inscrit dans la nouvelle PAC, l'objectif de protéger les agriculteurs d'Europe des risques climatiques, de marché, inhérents à votre métier.**

Protéger. Cela ne veut pas dire, comme on l'a parfois fait dans les crises récentes - je pense là aussi à la crise laitière de 2015-2016 - octroyer d'abord des aides à la production, puis donner des aides pour réduire la production, avant finalement de stocker de la poudre de lait, dans une sorte de confusion absurde, en essayant d'osciller et de s'adapter chaque fois au coup de boutoir devant ces évolutions, non. C'est développer une vraie stratégie de gestion des risques. C'est cela que nous devons faire maintenant pour véritablement protéger. Cela passe d'abord par :

- Une réserve de crise européenne, pluriannuelle, réactive pour protéger l'ensemble des Etats membres de l'impact des crises de marché,
- Des mécanismes de régulation des filières plus performants, plus facilement activables que ceux existants, avec en particulier une meilleure articulation entre dispositifs privés, responsabilisant les entreprises et les outils publics de gestion des risques,

- Troisièmement, une diversification des cultures, des bassins de production et un accompagnement au changement des pratiques pour mieux s'adapter au changement climatique. C'est une évolution indispensable et c'est une politique de prévention, d'accompagnement essentiel.

Le tout en conservant les aides à l'hectare, qui constituent un filet de sécurité pour les agriculteurs, en complément des dispositifs existants au niveau des Etats, comme l'épargne de précaution que nous venons de mettre en place en France lors des dernières lois de finances. Si l'Europe doit protéger les agriculteurs, elle doit aussi – c'est d'ailleurs une des vocations historiques de l'Union – tenir sa promesse de protection des consommateurs. C'est la protection jumelle. Que demandent, de plus en plus, les citoyens européens en matière d'alimentation ? Tout simplement de savoir ce qu'ils mangent, de savoir où et comment ce qu'ils mangent a été produit, transformé. Et cette demande, c'est à nouveau à l'échelle de l'Europe que nous pouvons y répondre.

Nous le faisons quand nous refusons, dans le cadre des négociations commerciales, que les produits importés dérogent à nos normes. Et je tiens ici à le redire : C'est là aussi notre cohérence et la force de celle-ci. Si on veut protéger nos agriculteurs et nos consommateurs, nous devons avoir une politique commerciale européenne cohérente. Et je le redis avec force : aucun accord commercial ne saurait autoriser des produits ne respectant pas les standards européens. Standards environnementaux, sanitaires et sociaux. C'est notre ligne rouge. Sinon c'est demandé aux producteurs européens de faire des efforts, des évolutions et le jour d'après ouvrir des accords commerciaux avec des pays qui ne respectent pas des standards que nous sommes en train de définir. Ce serait absurde et en quelque sorte réduire la compétitivité des producteurs sans garantir la qualité pour les consommateurs. C'est pour cela que la France s'est opposée avec la Commission européenne à toute négociation commerciale sur les produits agricoles avec les Etats-Unis.

L'Union doit aussi se donner les moyens de traquer les fraudes, de poursuivre celles et ceux qui jouent avec la santé des consommateurs tout en installant des situations de concurrence déloyale. C'est pourquoi la France qui est exemplaire en la matière comme nous l'avons encore vu récemment avec la problématique des viandes frelatées venant de Pologne. La France porte la création d'une force européenne pour lutter contre les fraudes et garantir la sécurité alimentaire. Nous maintenons notre volonté que l'étiquetage de l'origine des viandes soit indiquée dans les produits transformés, ce qui est indispensable pour accompagner ce mouvement. Mais cette force européenne, c'est la garantie d'une politique ambitieuse, homogène au niveau européen en matière d'exigence sanitaire et de contrôle, c'est la garantie que l'on apporte, qu'il n'y ait pas une forme de *bumping* sur la qualité de notre alimentation qu'il y ait en quelques sortes des points d'entrée ou de faiblesse au sein de l'Europe où on accepterait moins de contrôles, moins de qualité et donc la circulation d'une alimentation moins exigeante pour nos consommateurs.

Face à ce sujet crucial, il nous faut être plus exigeants encore. Dans de nombreux secteurs, se développe actuellement la technologie de la *blockchain*, qui permet de garantir la provenance et la traçabilité d'un produit. Faisons à cet égard de l'Europe l'avant-garde de la data agricole, en développant des outils qui permettront de suivre chaque produit depuis la production de la matière première jusqu'à l'emballage, en passant par la transformation et le transport. L'innovation est là et elle est là dans le monde agricole. Il faut l'utiliser à plein car elle est aussi au service de l'excellence. Partager et elle sera elle aussi au service du consommateur. C'est ainsi que nous pourrions faire preuve de plus transparence pour renouer une vraie relation de confiance entre nos concitoyens.

La deuxième promesse c'est celle de transformation vers la qualité et l'écologie qui réconcilie là encore l'aspiration des agriculteurs, la préférence collective des consommateurs.

Avec le soutien aux agriculteurs, la PAC répare un peu des imperfections du présent et des erreurs du passé. Elle doit aussi veiller à préparer l'avenir en incitant les agriculteurs à investir, à innover et à accélérer la transition. Et de ce point de vue, le combat prioritaire est celui de la valeur. Le défi de l'agriculture européenne pour demain, ce n'est pas de faire moins cher que les poulets brésiliens, le lait néozélandais ou la viande produite par les *feeds lot* brésiliens, non, ni la géographie, ni notre modèle social, ni notre ambition environnementale ne nous le permettent. Le défi de notre agriculture, de l'agriculture européenne, c'est de se différencier, c'est de s'appuyer sur des savoir-faire pluriséculaires, sur l'image de qualité que des décennies d'excellence ont précisément permis d'acquérir. Le défi de notre agriculture est bien là.

Et cette quête de la qualité, de l'écologie passe en premier lieu par la structuration des filières. Nous avons commencé à agir au niveau français et je rencontrerai encore tout à l'heure les différentes filières. Mais le bon niveau, c'est le niveau européen. C'est en effet à cette échelle-là qu'il est possible de pratiquer à plein « la segmentation », c'est-à-dire de sélectionner, pour chaque territoire, en fonction de son contexte climatique, géologique, social, culturel, les productions les plus adaptées, celles qui présentent l'avantage comparatif le plus important. C'est à cette échelle-là aussi que nous pouvons bâtir des stratégies intégrées en matière de la logistique, de stockage, de transformation.

Je pense à la filière blé. Aujourd'hui le blé français est concurrencé sur le marché mondial par le blé russe ou ukrainien, produit dans des fermes de milliers d'hectares, dix fois plus grandes que les plus grandes de nos fermes. Et sur ce secteur, en quelques années, le monde s'est transformé. J'évoque le blé russe, il y a 5 ans, nous parlions là d'un de nos principaux clients, il est devenu l'un de nos plus redoutables compétiteurs. Le monde se transforme à une vitesse folle mais en seulement quelques années, la production de blé russe a doublé, le blé ukrainien est aussi devenu un acteur de référence. Et le blé est un actif stratégique qu'il nous faut bien sûr conserver mais nous n'y parviendrons pas en nous positionnant uniquement sur le segment de la compétitivité-coût et sur les flux poussés parce qu'il sera, on le sait bien, certaines années, difficile de rivaliser même sur nos marchés historiques. Nous devons viser une plus forte « segmentation » certes en gardant notre capacité de production, mais en misant aussi sur des blés à forte teneur protéique, sur nos savoir-faire en matière de panification et en développant une offre complète beaucoup plus différenciée. C'est en déployant une offre technique complète, adaptée aux besoins de nos clients, en nouant sur notre marché domestique, sur les marchés européens une offre différenciée, en nouant aussi une nouvelle relation avec l'Afrique, que nous rivaliserons et que nous éviterons en quelque sorte la compétition mortifère de prix le plus bas. Votre génération, on ne peut lui dire qu'elle va embrasser l'avenir en allant faire la compétition contre d'autres agriculteurs qui n'ont pas les mêmes normes, n'auront jamais les mêmes contraintes et vous pousseront vers les prix les plus bas. Si nous allons dans cette direction, nous vous condamnons soit aux crises démographiques les plus profonds, soit à l'échec climatique qui serait fatal pour chacun, soit aux malheurs. Et donc, je crois très profondément que nous devons construire cette stratégie de segmentation de différenciation qui en même temps correspond à notre ADN profond et à l'ambition qui a toujours été la nôtre. J'évoquais à l'instant en parlant des céréales l'Afrique et je veux en dire un mot tout particulièrement.

Chacun connaît ici les perspectives démographiques du continent africain, il va voir sa population doubler d'ici 2050. Et cet enjeu qui est un défi pour le continent africain qui est un défi pour l'Europe parce que nos destins sont liés, c'est aussi un défi pour notre agriculture. C'est une opportunité si nous savons la saisir. Chacun sait les effets qu'exerce le réchauffement climatique sur la pérennité de la ressource en eau, la fertilité des sols, avec un désert qui ne cesse de gagner du terrain. Et face à toutes ces perspectives, l'Afrique parmi ses principaux défis à un défi agricole et alimentaire. L'agriculture sera un pilier non seulement du maintien de l'Afrique mais de sa réussite, de la capacité à offrir un avenir à la jeunesse africaine de se développer et de se nourrir elle-même. Lors de chacun de mes déplacements sur ce continent, j'ai perçu cette attente et avec l'éducation et la santé c'est le troisième pilier pour moi de la stratégie de développement partagé avec l'Afrique que nous devons conduire. Et qu'elle mette ses savoir-faire, son expertise au service d'une démarche de long terme pour développer des filières agricoles pérennes et rentables en Afrique, c'est le rôle de la France et de l'Europe. Nos partenaires en Afrique ne veulent plus des recettes du passé, non plus. Ils ne veulent plus d'une vision misérabiliste de l'Afrique d'une vision cantonnée à la petite exploitation vivrière. Ils veulent construire une Afrique forte, forte de filières agricoles créatrices d'emplois, de valeur, et qui permettront, in fine, de donner un avenir aux populations locales. Et précisément sur ce sujet-ci, nous – la France, l'Europe – nous devons être au rendez-vous de cette attente. Et je le dis pour l'ensemble des agriculteurs européens ici présents comme des décideurs. C'est une opportunité pour nous à saisir, opportunités de développement partagées, opportunités d'exportation de nos savoir-faire et opportunités pour nous aider à faire réussir le continent africain.

Vous l'aurez compris, nous devons donc définir des stratégies européennes filière par filière. Et pour cela, il faut s'organiser *en* amont, dans les choix de production. Il faut aussi agir *en* aval, en investissant dans le maillon industriel, pour que la transformation de nos produits et donc la captation de valeur ne se fasse pas à l'extérieur du continent, mais bien en Europe, sur nos territoires. Et sur ce sujet, c'est en particulier tout le sens du Grand Plan d'Investissement que nous portons au niveau national. Et je remercie Olivier ALAIN pour son investissement aux côtés du Ministre dans cette

entreprise. Et c'est aussi l'ambition du fonds d'investissement européen doté d'un milliard d'euros qui vient d'être lancé - et je tiens à saluer la présence parmi nous de Monsieur FAYOLLE, le Vice-président de la Banque Européenne d'Investissement, profondément engagés dans cette mission. Faire bloc plutôt que de nous perdre dans une concurrence qui nous affaiblit collectivement. Coopérer plutôt que de nous diviser. Nous comporter en partenaires et non en concurrents. C'est la ligne que nous ne devons jamais cesser de suivre.

Le combat pour la valeur passe ensuite par un virage assumé vers ce qui est le combat de votre génération et qui répond à une demande forte, de plus en plus pressantes de nos consommateurs, de nos citoyens et tout particulièrement de notre jeunesse : la protection de l'environnement. Nous avons vu hier la jeunesse européenne qui s'est mobilisée avec beaucoup de force et de sincérité. Nous l'avons reçu avec le ministre d'état contre le réchauffement climatique et c'est la même jeunesse que je vois devant moi qui se mobilise pour nourrir l'Europe. C'est la même jeunesse il n'y en a pas deux et donc c'est cette réconciliation de deux combats essentiels que nous devons réussir. Ma conviction profonde sur ce sujet, c'est que les agriculteurs sont, plus que personne, attachés à la protection de la planète, à la préservation de la biodiversité parce qu'ils en vivent et ils y vivent. Je sais l'indignation la souffrance que beaucoup ressentent face à ce qu'on appelle désormais l'agri-bashing. Mais je veux le dire sur ce sujet à tous et toutes, moi je n'ai jamais vu quelqu'un de plus sensible à la maltraitance animale qu'un éleveur parce qu'il vit avec ses bêtes parce que celui qui se réveille la nuit quand il y a un vêlage, celui qui se lève avec l'anxiété quand la maladie arrive c'est l'éleveur. Je n'ai jamais vu quelqu'un d'aussi anxieux pour le changement climatique, le réchauffement qu'un agriculteur parce que celui qui en vit des conséquences. Chaque semaine chaque mois qui tremble devant la sécheresse qui vit les conséquences de l'inondation, c'est l'agriculteur. Il n'y aurait pas d'un côté des consciences du monde qui ne vivraient pas au milieu de lui et de l'autre ceux qui seraient les pieds dans la glaise et qui seraient contre le changement. Dans quel monde veut-on vivre. C'est faux. Simplement nous avons un monde à faire avec les contraintes du quotidien. Et donc, nous sommes engagés dans une transition profonde, où il faut, dans le respect de chacun, que les uns et les autres puissent vivre dignement en conduisant ces changements pour notre environnement. C'est ça que nous voulons faire et ce que nous avons à construire au niveau européen. Et donc, ce lien charnel que les agriculteurs européens ont avec la biodiversité, avec la lutte contre le réchauffement climatique, il est existentiel, il est dans l'ADN de notre agriculture et ma conviction profonde c'est que les agriculteurs, en particulier les jeunes que vous êtes, doivent devenir les premiers militants de la transition écologique. Encore faut-il, là aussi, que les pouvoirs publics créent les conditions de cette transition.

Nous avons commencé à agir en France. Il faut porter cette transition au niveau européen. La France est depuis longtemps très en pointe sur le développement de la certification environnementale, de la bio, des mesures agro-environnementales et ceci n'a pas commencé il y a 20 mois. Je le dis avec beaucoup d'humilité, c'est une conscience qui a été portée par les agriculteurs, par les militants environnementaux qui ont aussi poussé les pouvoirs publics depuis des années et par nos prédécesseurs. Nous pouvons et nous voulons aller encore plus loin aujourd'hui en proposant qu'une part significative de la prochaine PAC soit consacrée à l'environnement. Et parce que préserver la planète n'est pas une option, ce budget devra concerner, à part équivalente et de manière obligatoire, l'ensemble des Etats membres.

Notre politique agricole doit également favoriser la diversification des activités. Oui, il faut encourager la production d'énergies renouvelables. Oui, il faut favoriser les initiatives visant à accroître la capacité de stockage carbone dans les sols – et c'est le sens du projet 4/1000, initié par la France. Oui, il faut que la PAC consacre davantage de moyens à rémunérer les services environnementaux rendus par les agriculteurs pour lutter contre l'érosion des sols, préserver les paysages, entretenir les forêts, stocker le carbone, préserver la qualité de l'eau, protéger les abeilles, cette faune, cette flore, qui fait la richesse de notre continent. La France défendra toujours cette fonction sociale des agriculteurs qui, par leur travail sculptent les terroirs et les paysages et qui fait que les agriculteurs ne sont pas simplement des acteurs économiques mais des acteurs essentiels de notre ruralité au quotidien. C'est-à-dire aussi d'une manière de vivre, d'équilibre de territoire, d'une manière de préserver la diversité de nos paysages de nos territoires et des modes de vie qui y sont attachés, c'est-à-dire aussi de notre diversité profonde et essentielle. Et parce que c'est dans l'intérêt de la planète et donc de tous. C'est l'identité-même de l'Europe que de concilier l'économie et l'écologie dans un projet progressiste, pragmatique et réaliste. Et donc c'est cette ambition que nous défendrons au niveau de la PAC et qui correspond à l'ambition française que nous portons.

La troisième promesse, enfin c'est celle d'anticipation.

Cela ne vous a pas échappé : le Grand Débat National a remis un sujet sur la table beaucoup de sujets que notre pays a vécu ces derniers mois ces dernières années qui touchent à notre capacité collective à anticiper pour n'en citer qu'un. Pour n'en citer qu'un, la sortie du glyphosate. J'ai rappelé récemment, c'était je crois en Drôme, Messieurs les Ministres, ma volonté : sortir du glyphosate le plus rapidement possible, sous trois ans. Il ne faut pas voir cet objectif comme une contrainte et il ne faut pas tomber à l'égard de cet objectif sous de faux débats. C'est au contraire une opportunité, l'opportunité pour de nombreuses filières d'évoluer profondément. Rappelez-vous d'abord d'où nous venions, nous partions en fin d'année 2017 vers 10 ans de renouvellement d'autorisation du glyphosate, même 15 ans au départ. La France s'est mobilisée, nous nous sommes battus pour faire voter au niveau européen cinq années. Et ce que nous voulons faire nous, c'est faire mieux, pas en sur-transposant, c'est l'engagement que j'ai pris, non pas en passant dans la loi une contrainte qui aurait créé une différence par rapport à nos voisins, mais en montrant dans les faits que nous pouvons le faire en trois ans par la mobilisation collective, par des solutions qu'on construites filière par filière. Je pense très profondément que nous pouvons y arriver. Je pense d'ailleurs très profondément que nous sommes en train d'enclencher la dynamique qui nous permettra d'y arriver. Je veux y voir une opportunité par exemple quand je regarde le vignoble français. Je pense que nous pouvons en faire le premier vignoble du monde sans glyphosate. Dans 85% des cas, cette transition va d'ailleurs s'effectuer sous 3 ans, elle s'effectuera parce qu'il y a des efforts de l'innovation de la volonté de se mobiliser. L'INRA a identifié des solutions techniques crédibles, l'enjeu réside dans la mobilisation et l'accompagnement des filières concernées. Il reste 15% de cas où les solutions techniques ne sont pas immédiates et où nous devons nous donner le temps de trouver des alternatives. Mais cette mobilisation permet déjà un changement. Mais avec des principes simples et là aussi l'ambition doit nous conduire à être pragmatiques. On ne laissera aucun agriculteur sans solution parce que sinon c'est une impasse et on perd tout et on s'assurera que toutes les alternatives sont évaluées et crédibles. Elles n'ont pas à faire sortir un agriculteur du glyphosate pour l'emmener vers un élément de substitution qui serait moins bon ou dont les conséquences, peut-être non évaluées, seraient négatives. Là aussi il faut que l'ambition ne s'accompagne pas de la précipitation, l'esprit de contradiction. Si nous avons ce pragmatisme, nous y arriverons et ce sera bon pour chacun. Mais cet exemple nous montre une chose c'est que nous avons manqué d'anticipation sur ce sujet. Le glyphosate pour moi et les polémiques qu'il y a pu avoir sur ce sujet. Cela dit quelque chose d'un symptôme collectif, le symptôme de notre incapacité à nous appuyer sur la force de nos chercheurs de nos scientifiques pour prévoir et anticiper. On n'a pas découvert il y a 20 mois que le glyphosate était un problème, on a trop longtemps refusé de le voir. Et je me souviens, je fais référence aux heures de débats que je partage dans le cadre de ce grand débat national, en Normandie j'ai été à juste titre sollicité par le maire de Créances sur le cas bien connu de la carotte. C'est un vrai sujet mais parce que pendant des années on a refusé de le voir. On savait très bien, on avait donné des délais et en quelque sorte, on a dit : ils ne le feront pas. Allez on peut essayer d'attendre encore un peu et à un moment donné, on met les gens dans une situation d'impasse. Le ministre va s'attacher à trouver les bonnes solutions mais je le dis parce que la capacité que nous devons construire à mieux connaître, mieux savoir, mieux anticiper est absolument fondamentale pour toutes nos filières et en particulier pour les fruits et légumes auxquels nous tenons tant.

Au fond, pourquoi, sur ce sujet, en sommes-nous arrivés là, dans cette forme d'impasse ou de contradiction. Il y a deux raisons principales.

La première, c'est que nous n'avons pas pu nous appuyer suffisamment tôt sur des études scientifiques indépendantes et incontestées sur les risques de cet herbicide sur la santé humaine et pour l'environnement et que nous avons continué d'ailleurs ces derniers mois à avoir des débats sur ces risques quand dans des rapports faisant autorité, on voit des passages entiers de scientifiques ayant travaillé pour des industriels qui sont reproduits, c'est un problème de crédibilité collective qui crée le doute chez nos concitoyens. Et donc, cela a favorisé le soupçon, le complotisme, parfois l'inertie aussi chez d'autres. Pour combler cette lacune, nous avons besoin de nous doter au niveau français et plus encore au niveau européen, d'une véritable intégrité scientifique irréprochable. C'est pourquoi la France porte une réforme de l'Autorité européenne de sécurité des aliments. Cette instance doit étendre son champ d'action et se mettre en capacité justement d'analyser les dangers et les risques de l'utilisation ou non de telle ou telle substance chimique. Elle doit devenir entièrement le tiers de confiance qui réconcilie les agriculteurs européens et la société. Et nous devons dans le cadre de cette

réforme apporter toutes les garanties d'indépendance et de transparence à nos concitoyens de tous les scientifiques qui contribuent, écrivent ou s'expriment dans cette enceinte. C'est un élément essentiel d'abord parce que nous avons la science européenne qui permet de le faire et c'est ce que nous devons à nos scientifiques. C'est un élément essentiel du débat démocratique et de la confiance à restaurer.

La seconde raison de la forme d'impasse dans laquelle nous nous trouvons, c'est notre échec à accompagner les changements de pratiques, alors même qu'il existait des doutes et qu'émergeait dans l'opinion publique une demande pour sortir du glyphosate. Là encore, il nous faut tirer les leçons de cela pour l'avenir et anticiper.

En France, je souhaite que l'INRA, premier institut de recherche agronomique européen et deuxième dans le monde, investisse davantage le champ économique en travaillant avec les instituts techniques des filières, les chambres d'agriculture.

Il nous faut aussi porter une recherche agricole européenne. Sur ce point, la France milite pour que prochain budget recherche et innovation qui sera adopté par la Commission alloue plus de moyens à l'agriculture et à l'alimentation. Ainsi pourrions-nous multiplier des programmes tels que le projet de recherche sur les alternatives aux pesticides qui réunit actuellement l'INRA et deux instituts allemands, dont je salue d'ailleurs la présence dans cette salle des représentants.

Nous venons par exemple de limiter pour sept ans la dose de cuivre autorisée en agriculture biologique en raison des impacts sur les sols. Nous savons donc qu'il nous faudra trouver une solution. Quel plus bel objectif pour la recherche européenne que de trouver une alternative ? C'est exactement ce type de projets concrets que nous devons bâtir nos partenariats, réussir à refocaliser nos recherches européennes, nationales et dans le cadre de coopérations entre pays européens pour bâtir de manière pratique lorsque l'on sait que quelque chose est mauvais ou qu'il y a un doute, les alternatives dans la durée.

Tenir la promesse d'anticipation, c'est encore agir – et vous êtes les premiers concernés – pour susciter de nouvelles vocations. Je parle d'anticiper, anticiper les crises, anticiper les changements par la science, la transition mais anticiper c'est aussi anticiper la transformation démographique devant laquelle nous sommes et qui va toucher notre agriculture et notre capacité à produire. Un agriculteur Européen sur deux a aujourd'hui plus de 55 ans et partira donc à la retraite d'ici 2022. Vous m'avez bien entendu. Un agriculteur Européen sur deux. Il y a donc une urgence pour renouveler les générations qui est absolument indispensable.

Une société qui ne valorise pas le travail de la terre qui ne veille pas sur celles et ceux qui cultivent, qui élèvent, c'est une société en danger de mort, c'est une société qui construit les conditions pour ne pas pouvoir se nourrir elle-même dans un monde de plus en plus incertain et donc anticiper puisque c'est le troisième principe d'action que je vous propose au niveau européen, c'est anticiper le renouvellement des générations et la bataille indispensable que nous devons mener pour ce faire.

On sait ce qui bloque aujourd'hui : c'est l'accès à la terre agricole en raison de deux phénomènes.

Le premier, l'artificialisation des terres : la France, pour ne parler que d'elle, a perdu un quart de sa surface agricole sur les 50 dernières années. Pour y remédier, nous avons fait ce choix radical avec le gouvernement de viser le « zéro artificialisation nette » et donc, nous sommes en train de voir comment tenir cet engagement en particulier dans nos politiques d'urbanisme. C'est un véritable défi parce qu'il vient à rebours de tout ce que nous avons fait depuis des décennies ou si nous regardons l'évolution de nos villes ou plus exactement des périphéries de nos villes, nos villages, nous n'avons cessé de grignoter les terres agricoles pour ouvrir des zones commerciales, des zones industrielles et des zones de logistiques. Il faut rompre avec cette pratique et là aussi, le combat agricole est pleinement réconcilié avec le combat écologique parce que cette extension progressive est mauvaise sur le plan environnemental et donc le zéro artificialisation nette, c'est un vrai changement de l'organisation de notre urbanisme et de nos pratiques.

Le second phénomène a été la concentration des terres. Si l'on résume, nous nous trouvons dans une situation où les agriculteurs qui partent à la retraite ont tendance à vendre à leurs voisins plutôt qu'à des jeunes. Au niveau individuel, c'est bien naturel : on cède ses terres à celui que l'on connaît. Au niveau collectif en revanche, l'effet peut parfois s'avérer dramatique : si rien n'était fait, dans cinq ans un tiers des exploitations auront disparu et la France ne comptera plus que 300 000 agriculteurs. C'est ça le mouvement en naturel qui est le nôtre si rien n'est fait au niveau européen. En 5 ans, nous n'aurons pas renouvelé notre capacité à produire. Aucun Français, aucun Européen ne souhaite cela.

C'est pourquoi nous prendrons des mesures fortes pour faciliter l'accès au foncier pour les jeunes agriculteurs. Nous prendrons d'abord dans le cadre d'une loi foncière à venir, nous prendrons aussi cela en complément d'autres mesures que nous souhaitons mettre en œuvre pour accompagner l'installation et le développement des jeunes agriculteurs et nous prendrons au niveau européen en intégrant cet enjeu dans le cadre des négociations de la PAC.

Je souhaite enfin que la PAC favorise la constitution d'une culture commune à tous les agriculteurs du continent. C'est déterminant car, vous l'avez compris, ce qui nous tient, ce qui unit les agriculteurs d'Europe, par-delà les spécificités nationales, ce sont des valeurs communes, un modèle, qu'il ne faut jamais cesser de cultiver et d'entretenir. C'est pourquoi un projet comme *l'Erasmus Farmers* est si important et doit être soutenu, permettra aux jeunes futurs agriculteurs de voyager et d'aller passer un semestre, une année dans un autre pays européen pour y voir les techniques agricoles, les spécificités, les bonnes pratiques que l'on peut reproduire mais aussi connaître la diversité de nos terroirs européens. Comme doit être soutenu le sommet international des jeunes agriculteurs qu'aura l'honneur d'accueillir Paris en avril prochain, au cours duquel je suis sûr que les jeunes agriculteurs d'Europe feront valoir leur spécificité. Cette culture commune est absolument indispensable et est à bâtir

Voilà donc, Mesdames et Messieurs, chers amis, ce qui doit nous guider. Une exigence : l'unité. Et une triple promesse : protéger, transformer, anticiper. Tels sont les piliers de l'Europe agricole que nous voulons.

Alors, si nous parvenons à tenir ces trois promesses, l'Europe sera plus forte. Et parce qu'elle sera plus forte, elle sera plus audible, elle sera plus crédible. Pour défendre cette évidence que les produits agricoles et alimentaires ne sont pas des produits comme les autres. Pour porter cette idée que protéger l'eau, l'air, la terre, tous ces biens communs qui sont la condition de toute culture, doit être une priorité de l'agenda international.

Pour dire avec force que nourrir 10 milliards de femmes et d'hommes dans un contexte de réchauffement climatique avec son cortège de sécheresses, d'inondations, de catastrophes naturelles, dans un contexte de perte de fertilité des sols, est un défi qui ne se relèvera par la seule main invisible du marché, ni par la loi du plus fort, mais par le dialogue, par un multilatéralisme renouvelé, par la conscience lucide que nous avons en partage la même planète, la responsabilité de son destin et celui de l'humanité.

Au fond, en matière agricole comme dans de nombreux autres domaines, nous devons inventer un nouveau contrat mondial. Oui, nous devons être à l'offensive, en portant une refonte profonde des règles commerciales. Je l'ai évoqué il y a quelques mois en m'exprimant devant l'OCDE : ces règles conçues il y a près de 30 ans, sont devenues obsolètes. Et pour ce qui est de l'agriculture, elles conduisent à une course au moins-disant environnemental. Elles organisent une quête des prix bas qui met en péril tout à la fois les droits sociaux les plus élémentaires des travailleurs agricoles, leur santé, et celle des consommateurs. De tout cela, nous ne pouvons-nous accommoder dans une forme d'immobilisme coupable. C'est pourquoi la France défend devant l'OMC la prise en compte des enjeux sociaux et environnementaux comme critères décisifs des règles commerciales internationales. C'est pourquoi la France œuvre aussi pour que le *Codex Alimentarius*, créé par les Nations Unies et la FAO, puisse être redynamisé et constituer pour tous les pays du monde la grammaire commune d'une alimentation et d'une agriculture saine.

D'aucuns ne manqueront pas d'affirmer que ces projets sont utopiques. Que le multilatéralisme est une chimère qui appartient au passé, les mêmes qui pensaient d'ailleurs que le monde n'allait pas changer, il y a quelques années. Les mêmes qui pensaient qu'il était impossible d'aller bloquer les géants du numérique, de les taxer, de bousculer les choses. Je les ai entendus depuis longtemps. Faites-moi confiance, que les gens qui vous disent que c'est impossible ne vous encourage qu'à une chose, le faire encore plus vite et plus fortement. Ce nouveau contrat mondial, c'est celui que nous devons bâtir parce que nous aurons justement construit une France agricole et alimentaire forte et une Europe agricole plus forte. Voilà Mesdames et Messieurs l'agenda que je veux porter dans le cadre de la

présidence du G7 que nous avons depuis le 1er janvier et qui fait partie des grands sujets que nous aurons à conduire dans les prochains mois et que les ministres auront à discuter avec leurs collègues.

Chers amis, l'Europe agricole telle que je la conçois, c'est celle que je viens de vous exposer. Je sais qu'elle doute aujourd'hui et qu'elle a peur. Je sais que plusieurs filières aujourd'hui craignent un contexte changeant. Je sais que nos pêcheurs craignent les effets du Brexit. Je veux leur dire ici notre engagement plein et entier. Nous n'avons pas choisi nous peuple français et c'est le choix souverain du peuple britannique. Je rendais tout à l'heure hommage à Michel BARNIER, il défend l'intérêt commun européen et dans ce contexte nous défendrons aux pêcheurs leurs intérêts. Nous défendrons toutes nos filières avec force face à ces changements subis mais plus largement, nous défendrons l'ensemble de nos agriculteurs en ayant une Europe qui protège, qui protège les peuples comme les travailleurs. Une Europe qui fait de l'écologie et de la protection de l'environnement, une des priorités cardinales. Une Europe qui prépare l'avenir qui cherche toujours à avoir un temps d'avance, consciente que le monde ne l'attend pas. Mais parce que l'agriculture est le miroir des sociétés, c'est aussi une Europe fière de son histoire, de ses valeurs, de ses terroirs. Qui défend un rapport à la Nature fondé sur le respect. Qui défend une ruralité qui existe nulle part ailleurs. Qui ne cède rien de cet art de vivre qui a toujours été cœur de notre identité. Une Europe qui porte haut, finalement, ce modèle de civilisation qui la tient et qui unit ses peuples. Alors merci à chacune et à chacun d'entre vous pour l'engagement mené depuis parfois plusieurs années ou plusieurs décennies pour cette agriculture française et cette agriculture européenne. Et merci pour les plus jeunes d'avoir décidé d'embrasser ce métier formidable, ce métier non, cette vocation, cette vie d'engagement, de nourrir, de changer, de protéger, de contribuer en effet, à cette aventure de nos paysages, de notre terre et du vivant qui est votre engagement au quotidien.

Merci à toutes et tous. Vive la République. Vive la France. Et vive notre Europe.